RÉSOLUTION 5.9

**MISE EN ŒUVRE DE L’INITIATIVE AFRICAINE POUR LA CONSERVATION DES OISEAUX D'EAU MIGRATEURS ET DE LEURS HABITATS EN AFRIQUE**

*Reconnaissant* les résultats positifs de la mise en œuvre de l’Initiative africaine au cours de la période 2009-2012, présentés lors des 6ème et 7ème réunions du Comité permanent[[1]](#footnote-1)[[2]](#footnote-2) de l’AEWA et de la 5ème session de la Réunion des Parties (document AEWA/MOP 5.32) et par conséquent l’avantage à maintenir cette initiative et à continuer à soutenir son opérationnalité efficace,

*Satisfaite* des résultats de l’Atelier régional africain de préparation à la 5ème session de la Réunion des Parties à l’AEWA qui a eu lieu les 12 et 13 mai 2012 et qui a adopté la version finale de l’ « Avant-projet de Plan d’action pour l’Afrique 2012-2017 - Un guide pour la mise en œuvre du Plan stratégique 2009-2017 de l’AEWA dans la région africaine » pour présentation à la MOP5,

*Également satisfaite* des résultats de l’Atelier régional africain de préparation à la 5ème session de la Réunion des Parties à l’AEWA, pendant lequel les Parties africaines se sont accordées sur un mécanisme de coordination pour soutenir la mise en œuvre du Plan d’action pour l’Afrique, basé au sein du Secrétariat PNUE/AEWA et renforcée par un coordinateur des points focaux à être identifiés parmi les points focaux nationaux de l’AEWA dans chaque sous-région, qui guidera l’orientation de la mise en œuvre au niveau sous-régional,

*Reconnaissant* le fort engagement des Parties contractantes africaines et autres États membres pour appuyer la mise en œuvre de l’Initiative africaine,

*Exprimant sa reconnaissance* au Gouvernement français pour avoir généreusement fourni des contributions volontaires substantielles pour financer le poste de Coordinateur de l’Initiative africaine de 2009 à 2011, ainsi que la mise en œuvre d’activités sous cette initiative,

*Exprimant également sa reconnaissance* aux Gouvernements suisse et allemand pour avoir fourni des contributions volontaires pour financer des activités conduites sous l’Initiative africaine de 2009 à 2012,

*Reconnaissant également* la collaboration et le support apportés à l’Initiative africaine par la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage et les autres partenaires des Accords environnementaux multilatéraux, en particulier la Convention de Ramsar, ainsi que d’autres partenaires tels que BirdLife International, Wetlands International, l’Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage

(ONCFS), les Oiseaux Migrateurs du Paléarctique Occidental (OMPO), Tour du Valat et le Programme de conservation de la Grue africaine, l’Accord de coopération stratégique ENRTP[[3]](#footnote-3) de l’UE entre la Commission européenne et la Direction générale pour l’environnement, et le PNUE,

*Reconnaissant* également les efforts du Secrétariat PNUE/AEWA et des Parties contractantes pour le recrutement de nouveaux États membres à l’AEWA, en particulier dans la région africaine,

*Profondément inquiète* des conclusions de la *5ème édition du Rapport sur l’état de conservation des oiseaux d’eau migrateurs dans la zone de l’Accord*, qui révèle que l’état de conservation des oiseaux d’eau migrateurs continue à être particulièrement mauvais dans la région afrotropicale, et que les estimations de tendances sont inquiétantes par rapport aux tendances présentées dans la 4ème édition du Rapport sur l’État de conservation de l’AEWA ( 2008), cette région accueillant toujours le plus grand nombre et la plus forte proportion de populations de l’AEWA globalement menacées et appartenant à des espèces inscrites à la Liste rouge de l’UICN,

*Également préoccupée* par le fait que le changement climatique est l’une des menaces les plus souvent enregistrées pesant sur les populations de l’AEWA en dépit des connaissances limitées sur son impact au niveau des espèces, suivi de près par l’utilisation non durable des ressources biologiques (notamment la chasse, le piégeage, l’exploitation forestière et le prélèvement des ressources aquatiques) et les modifications du système naturel (notamment diverses activités de gestion de l’eau telles que la construction de digues et le captage d’eau), de même que l’agriculture et l’aquaculture, qui tendent à avoir un plus fort impact bien qu’affectant moins d’espèces,

*Également préoccupée* par la chasse illégale des oiseaux d’eau très répandue en Afrique, en comparaison avec d’autres régions de l’aire de répartition de l’AEWA, 96 % des pays d’Afrique, qui ont participé à l’enquête 2007 pour l’Étude internationale des législations de la chasse et du commerce dans la zone de l’AEWA, étant concernés,

*Reconnaissant* le besoin de mobiliser des ressources supplémentaires pour la conservation des oiseaux d’eau migrateurs et leurs habitats en Afrique et en particulier pour la mise en œuvre du Plan d’action pour l’Afrique 2012-2017,

*Remerciant* le Secrétariat, le Comité technique, les Parties contractantes et autres États de l'aire de répartition, les organisations et les contributeurs individuels ayant participé à l’élaboration du Plan d’action pour l’Afrique 2012-2017,

 *Accueillant avec satisfaction* l’offre généreuse du Gouvernement français de soutenir la mise en œuvre du plan d’action pour l’Afrique 2012-2017 sur place en fournissant un soutien technique qui sera basé au centre de recherche de la Tour du Valat en France.

*La Réunion des Parties :*

1. *Adopte* le Plan d’action pour l’Afrique 2012-2017 joint en annexe de la présente résolution ;
2. *Décide* desoutenir la mise en œuvre de l’Initiative africaine et notamment du Plan d’action pour l’Afrique 2012-2017, par la coordination continue de l’Initiative africaine basée au Secrétariat PNUE/AEWA à Bonn, renforcée par un coordinateur des points focaux à être identifié parmi les points focaux nationaux de l’AEWA au niveau de chaque sous-région, qui guidera l’orientation de la mise en œuvre au niveau sous-régional et recevra un soutien technique grâce aux dispositions offertes par la France, et de prendre les dispositions nécessaires dans le budget principal 2013-2015 de l’AEWA pour soutenir ce mécanisme de coordination ;
3. *Charge* le Secrétariat PNUE/AEWA et le Comité permanent d’établir les termes de référence pour la gestion du mécanisme de coordination et le soutien technique mentionnés ci-dessus ;
4. *Charge* le Secrétariat de mettre tout en œuvre pour assurer les ressources financières et autres, nécessaires à la mise en œuvre du Plan d’action pour l’Afrique, en mettant l’accent sur les activités ayant la plus grande priorité ;
5. *Charge également* le Secrétariat de travailler en étroite collaboration avec la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage et les autres accords environnementaux multilatéraux, les Parties à l’AEWA concernées, y compris l’Union européenne, les dispositions prises en vue d’un soutien technique et les organisations partenaires actives en Afrique, ainsi qu’avec le secteur privé, pour la mise en œuvre du Plan d’action de l’AEWA pour l’Afrique 2012-2017, notamment concernant les projets relatifs au renforcement des capacités et à la conservation des habitats, et particulièrement ceux qui sont transfrontaliers et/ou à l’échelle de la voie de migration ;
6. *Invite* le Secrétariat PNUE/AEWA et les Parties contractantes à continuer de mettre l’accent sur la région africaine pour le recrutement de nouvelles Parties contractantes ;
7. *Invite également* les Parties contractantes d’Afrique à mettre en œuvre le Plan d’action 2012-2017 pour l’Afrique au niveau national et notamment à allouer les ressources humaines et financières nécessaires à sa mise en œuvre, ainsi qu’à assurer l’intégration de l’Accord dans les législations, stratégies et politiques nationales afférentes ;
8. *Invite également* les Parties contractantes d’Afrique à promouvoir l’utilisation coordonnée et durable des ressources biologiques partagées et de prendre des mesures plus efficaces pour réduire l’impact des diverses formes d’utilisation des ressources biologiques et les impacts des activités de gestion de l’eau ;
9. *Encourage* la coopération bilatérale et autres formes de coopération directe entre les Parties contractantes, avec pour objectif la mise en œuvre du Plan d’action pour l’Afrique, notamment en vue de la conception de mécanismes de surveillance appropriés et du développement de capacité pour le recueil de données fiables sur les populations d’oiseaux d’eau ;
10. *Demande* aux Parties contractantes de fournir des contributions financières volontaires ou d’autres ressources en nature pour soutenir la mise en œuvre de l’Initiative africaine notamment les activités programmées en priorité du Plan d’action pour l’Afrique 2012-2017 ;
11. *Demande* au Programme des Nations Unies pour l’environnement, au Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et autres donateurs potentiels, notamment les agences de développement, de fournir des contributions financières volontaires ou d’autres ressources en nature pour soutenir l’Initiative africaine et la mise en œuvre du Plan d’action pour l’Afrique 2012-2017, et de prendre en compte les exigences de l’AEWA, notamment l’approche par la voie de migration, lors de la mise en œuvre de leurs politiques externes d’aide.

Plan d’action de l’AEWA pour l’Afrique 2012-2017[[4]](#footnote-4)

***Un guide pour la mise en œuvre du Plan stratégique 2009-2017 de l’AEWA dans la région africaine***

# Table des matières

[Table des matières 3](#_Toc324873142)

[Liste des tableaux 3](#_Toc324873143)

[Liste des figures 3](#_Toc324873144)

[Liste des acronymes 3](#_Toc324873145)

[1. Introduction 3](#_Toc324873146)

[2. Méthodologie 3](#_Toc324873147)

[3. Activités et résultats attendus du Plan d’action pour l’Afrique 3](#_Toc324873148)

[Objectif 1 3](#_Toc324873149)

[Objectif 2 3](#_Toc324873150)

[Objectif 3 3](#_Toc324873151)

[Objectif 4 3](#_Toc324873152)

[Objectif 5 3](#_Toc324873153)

[4. Budget prévisionnel 3](#_Toc324873154)

[5. Mise en œuvre du Plan d’action pour l’Afrique 3](#_Toc324873155)

[6. Activités et résultats prévus pour parvenir à un meilleur état de conservation des oiseaux d’eau migrateurs en Afrique 3](#_Toc324873156)

[6.1 Actions pour réaliser l’Objectif 1 du Plan stratégique de l’AEWA 3](#_Toc324873157)

[6.2 Actions pour réaliser l’Objectif 2 du Plan stratégique de l’AEWA 3](#_Toc324873162)

[6.3 Actions pour réaliser l’Objectif 3 du Plan stratégique de l’AEW A 3](#_Toc324873166)

[6.4 Actions pour réaliser l’Objectif 4 du Plan stratégique de l’AEWA 3](#_Toc324873172)

[6.5 Actions pour réaliser l’Objectif 5 du Plan stratégique de l’AEWA 3](#_Toc324873174)

[Annexe 1 3](#_Toc324873182)

[Annexe 2 3](#_Toc324873183)

# Liste des tableaux

[Tableau 1 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible 1.1 de l’objectif 1 3](#_Toc335901437)

[Tableau 2 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible 1.2 de l’objectif 1 3](#_Toc335901438)

[Tableau 3 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible 1.3 de l’objectif 1 3](#_Toc335901439)

[Tableau 4 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible 1.4 de l’objectif 1 3](#_Toc335901440)

[Tableau 5 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible 2.1 de l’objectif 2 3](#_Toc335901441)

[Tableau 6 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible 2.2 de l’objectif 2 3](#_Toc335901442)

[Tableau 7 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible 2.3 de l’objectif 2 3](#_Toc335901443)

[Tableau 8: Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible complémentaire 1 de l'objectif 2 3](#_Toc335901444)

[Tableau 9: Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible complémentaire 2 de l'objectif 2 3](#_Toc335901445)

[Tableau 10 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible 3.1 de l’objectif 3 3](#_Toc335901446)

[Tableau 11 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible 3.2 de l’objectif 3 3](#_Toc335901447)

[Tableau 12 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible 3.3 de l’objectif 3 3](#_Toc335901448)

[Tableau 13: Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible 3.4 de l’objectif 3 3](#_Toc335901449)

[Tableau 14 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible complémentaire 3 de l’objectif 3 3](#_Toc335901450)

[Tableau 15 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible 4.3 de l’objectif 4 3](#_Toc335901451)

[Tableau 16 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible 5.1 de l’objectif 5 3](#_Toc335901452)

[Tableau 17 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible 5.4 de l’objectif 5 3](#_Toc335901453)

[Tableau 18 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible 5.5 de l’objectif 5 3](#_Toc335901454)

[Tableau 19 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible 5.6 de l’objectif 5 3](#_Toc335901455)

[Tableau 20 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible 5.7 de l’objectif 5 3](#_Toc335901456)

[Tableau 21 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible complémentaire 4 de l’objectif 5 3](#_Toc335901457)

[Tableau 22 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible complémentaire 5 de l’objectif 5 3](#_Toc335901458)

[Tableau 23: Récapitulatif du budget (en euros) pour la mise en œuvre et la coordination du Plan d’action, basé sur les priorités du Plan stratégique 2009-2017 3](#_Toc335901459)

[Tableau 24 Récapitulatif du budget (en euros) pour la mise en œuvre et la coordination du Plan d’action pour l’Afrique, basé la priorité de mise en œuvre 3](#_Toc335901460)

[Tableau 25: Espèces prioritaires pour le développement de plans d’action par espèce en Afrique 3](#_Toc335901461)

# Liste des figures

[Figure 1 : Carte de l’aire de répartition de l’AEWA montrant les sous-régions d’Afrique 3](#_Toc324873926)

[Figure 2: États africains/ organisations/ événements enregistrés pour la campagne de la JMOM au fil des ans 3](#_Toc324873927)

[Figure 3 : Taux de recrutement de nouvelles Parties contractantes à l’AEWA en Afrique 3](#_Toc324873928)

[Figure 4 : Soumission des rapports nationaux à la MOP de l’AEWA par les Parties contractantes africaines 3](#_Toc324873929)

[Figure 5: Budget requis pour la mise en œuvre des actions ayant une priorité absolue, élevée et moyenne pour chaque période triennale 3](#_Toc324873930)

# Liste des acronymes

|  |  |
| --- | --- |
| AEMAEWA | Accord environnemental multilatéralAccord sur la conservation des oiseaux d’eau migrateurs d’Afrique-Eurasie  |
| AFRING | Programme de baguage des oiseaux d'eau d’Afrique |
| AfWC | Recensement des oiseaux d'eau d’Afrique |
| CACBNRM | Afrique centraleGestion communautaire des ressources naturelles |
| CEMAC | Communauté économique et monétaire de l’Afrique centrale  |
| CEPACITES | Communication, éducation et sensibilisation du publicConvention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction |
| CMS | Convention sur les espèces migratrices |
| CSN | Réseau de sites critiques |
| CT | Cible complémentaire |
| EA | Afrique de l'Est |
| EESEIE | Évaluation environnementale stratégiqueÉvaluation d’impact environnemental |
| EURING | Union européenne pour le baguage des oiseaux |
| FAOFdFFTK | Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agricultureFormation des formateursKit de formation Voie de migration |
| IAIA | Association internationale pour l’évaluation d’impacts |
| IRP | Procédure d’évaluation de la mise en œuvre  |
| ISRISWG | Étude internationale sur les sitesGroupe international sur les espèces |
| IWCJMOM | Recensement international des oiseaux d'eauJournée Mondiale des Oiseaux Migrateurs |
| MOP | Réunion des Parties |
| NA | Afrique du Nord |
| NFP | Correspondant national |
| NR | Rapport national |
| ONCFS | Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage |
| ONGPCPNUERamsar | Afrique australeOrganisation non gouvernementalePartie contractanteProgramme des Nations Unies pour l’environnementConvention de Ramsar sur les zones humides |
| SASGF | Afrique australeFonds de petites subventions (AEWA) |
| SGPSPEA | Programme de petites subventions (CMS)Société portugaise pour l’étude des oiseaux |
| SSAP | Plan d'action par espèce |
| StC | Comité permanent |
| TCUA | Comité techniqueUnion africaine |
| UICNWA | Union Internationale pour la conservation de la natureAfrique de l’Ouest |
| WHSWLI | Site du patrimoine mondialWetland Link International |
| WOW | Wings Over Wetlands |
| ZICO | Zone importante pour la conservation des oiseaux |

# Introduction

L'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA), développé sous les auspices de la Convention sur les espèces migratrices (CMS)[[5]](#footnote-5), est un traité intergouvernemental indépendant dont l’objectif est de protéger les oiseaux d’eau migrateurs tout le long de leur voie de migration, traversant une aire de répartition de 119 pays d’Europe, de parties de l’Asie et du Canada, du Moyen-Orient et d’Afrique. L’Accord a pour mission de maintenir les oiseaux d'eau migrateurs dans un état de conservation favorable ou de leur rendre ce statut le long de leurs voies de migration dans l’aire de répartition de l’AEWA.

La région d’Afrique constitue une partie importante de l’aire de répartition de l’AEWA et elle abrite le plus grand nombre d’espèces mondialement menacées (selon la Liste rouge de l’UICN des espèces menacées) de la région de l’AEWA (34 sur 38) en comparaison avec les autres régions de l’AEWA (17 dans la région asiatique de l’Accord et 15 en Europe). En outre, l’Afrique abrite la plus grande proportion de populations d’oiseaux d’eau migrateurs mondialement menacées couvertes par l’AEWA (13% de toutes les populations de l’AEWA présentes en Afrique sont mondialement menacées, comparé à 11,5 % en Asie et 7,3 % en Europe). La région est toutefois à la traîne dans la mise en œuvre efficace de l’Accord. Pour la mise en œuvre de l’AEWA en Afrique, il est nécessaire de fournir des efforts supplémentaires de façon prioritaire. En réponse aux défis que constitue la conservation des oiseaux d’eau migrateurs en Afrique, les Parties à l’AEWA ont unanimement adopté l’Initiative africaine pour la conservation des oiseaux d’eau migrateurs et de leurs habitats en Afrique (Résolution 4.9[[6]](#footnote-6) de la 4ème Réunion des Parties de l’AEWA – MOP4, Madagascar, 2008).

L’Initiative africaine a pour objectif de coordonner et d’améliorer la mise en œuvre de l’Accord en Afrique. Le développement d’un Plan d’action pour la mise en œuvre de l’AEWA en Afrique a notamment été identifié comme étant l’une des principales activités à réaliser dans le cadre de cette initiative.

# Méthodologie

Le texte légalement contraignant de l’Accord et de ses trois annexes (la zone de répartition de l’Accord, la liste des espèces d’oiseaux d’eau auxquelles s’applique l’Accord et le Plan d’action de l’AEWA assorti de son Tableau 1 sur l’État des populations d’oiseaux d’eau migrateurs couverts par l’Accord) constitue le cadre général et indique les principales mesures que les Parties contractantes (PC) doivent mettre en œuvre au niveau national. Ces mesures s’assortissent de lignes directrices de conservation relatives à des problèmes et besoins spécifiques.

Les activités de mise en œuvre de l’Accord ont été établies par priorité dans un Plan stratégique adopté par la MOP4 de l’AEWA. Ce Plan est actuellement la principale directive opérationnelle pour la mise en œuvre de l’Accord. Il identifie cinq objectifs à atteindre sur une période de neuf ans (2009-2017) et détermine une série de cibles pour guider dans l’accomplissement de chaque objectif, ainsi que des indicateurs quantifiables pour mesurer le niveau d’accomplissement de chaque objectif.

Le présent Plan d’action, qui a pour but de fournir des directives opérationnelles pour la mise en œuvre du Plan stratégique de l’AEWA en Afrique, est structuré selon les cinq objectifs du Plan stratégique. Pour chacun de ces objectifs, une série d’actions tangibles est identifiée, assortie de résultats spécifiques à atteindre. Ceux-ci sont à leur tour directement liés aux cibles du Plan stratégique de l’AEWA ou à des Cibles complémentaires (CT), qui sont spécifiques à l’Afrique et s’attaquent à certains défis clés à relever dans la région, qui ne sont pas examinés en détail dans le Plan stratégique. Le numérotage des objectifs, des cibles qui leur sont associées et des résultats attendus suit le même ordre que celui du Plan stratégique de l’AEWA, afin de faciliter le suivi, les références et l’évaluation postérieure.

.

Le Plan d’action pour l’Afrique est valable pour la période 2012-2017, conformément au Plan stratégique de l’AEWA. Pour chacune des activités proposées, des délais ont été fixés pour aider à soumettre les résultats en temps voulu.

Dans le cadre du Plan d’action pour l’Afrique, le principal organisme/la principale organisation responsable de la direction de la mise en œuvre de chacune des actions proposées est identifié(e). L’importance de chacune des actions pour les différentes sous-régions d’Afrique est indiquée, ainsi que toutes les priorités sous-régionales de mise en œuvre. Bien que différentes sous-régions puissent faciliter l’organisation et la gestion de certaines des actions proposées telles qu’ateliers et cours de formation, elles ne représentent en aucun cas une régionalisation de la mise en œuvre de l’AEWA. La répartition sous-régionale utilisée dans le présent Plan d’action est spécifiée ci-dessous et à la Figure 1.

|  |  |
| --- | --- |
| Afrique du Nord : | Maroc, Algérie, Tunisie, Libye et Égypte |
| Afrique de l’Est : | Soudan, Soudan du Sud, Éthiopie, Ouganda, Rwanda, Burundi, Érythrée, Djibouti, Somalie, Kenya, Tanzanie |
| Afrique australe : | Angola, Zambie, Namibie, Botswana, Zimbabwe, Mozambique, Malawi, Swaziland, Lesotho, Afrique du Sud, Maurice, Madagascar, Seychelles, Comores |
| Afrique de l’Ouest : | Mauritanie, Sénégal, Cap Vert, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Sierra Leone, Mali, Libéria, Côte d’Ivoire, Burkina Faso, Ghana, Togo, Bénin, Nigeria, Niger,  |
| Afrique centrale : | Cameroun, Tchad, République centrafricaine, Guinée équatoriale, Sao Tomé-et- Principe, Gabon, Congo, République démocratique du Congo |

Figure 1 : Carte de l’aire de répartition de l’AEWA montrant les sous-régions d’Afrique (au 1er juin 2012)

Le présent Plan d’action a été élaboré au moyen d’un processus consultatif avec les Parties contractantes et partenaires de l’AEWA. Un premier avant-projet a été disponible en 2011, qui a fait l’objet de nombreux commentaires. Ceux-ci comprenaient les observations provenant de l’espace de travail du Comité technique de l’AEWA (TC) et de la 10ème réunion du TC de l’AEWA (en septembre 2011, à Naivasha, Kenya), les commentaires extraits des questionnaires adressés aux Parties contractantes africaines, à quelques Parties contractantes non africaines et aux organisations partenaires (enquête conduite en novembre 2011) ainsi que ceux issus d’une nouvelle série de consultations avec des Parties contractantes africaines et des organisations partenaires conduites au début de l’année 2012. L’avant-projet du Plan d’action résultant de ces consultations a été révisé lors d’un atelier de préparation à la 5ème session de la Réunion des Parties contractantes à l’AEWA, qui s’est tenu le 12 et 13 mai 2012 à La Rochelle, France. La version finalisée lors de cet atelier a été adopté par la 5ème session de la Réunion des Parties à l’AEWA (La Rochelle, 14-18 mai 2012).

# Activités et résultats attendus du Plan d’action pour l’Afrique

Une synthèse des problèmes auxquels s’attaque le Plan d’action est fournie pour chacun des objectifs du Plan stratégique de l’AEWA, assortie d’une vue d’ensemble des problèmes et défis rencontrés pour la réalisation de chaque objectif.

## Objectif 1 : Prendre des mesures de conservation pour améliorer ou maintenir l’état de conservation des espèces d’oiseaux d’eau et de leurs populations

#### *Défis rencontrés dans le maintien/ l’amélioration de l’état de conservation des oiseaux d'eau migrateurs en Afrique*

De nombreuses populations d’oiseaux d’eau migrateurs présentes en Afrique sont en déclin et soumises à diverses menaces. Toutefois, la plupart des pays africains ne disposent pas de mesures politiques d’ensemble ou de programmes nationaux axées sur la conservation et la gestion des oiseaux d’eau. Suivant le Plan d’action de l’AEWA, les Parties contractantes doivent « *adopter une législation nationale protégeant toutes les espèces de la Colonne A, identifier tous les sites d’importance internationale ou nationale pour les populations figurant au Tableau 1 et publier des inventaires nationaux de ces habitats* ». Elles sont en outre appelées à utiliser des études d’impact environnemental et des évaluations environnementales stratégiques (EIE/EES) pour réduire les impacts induits par l’homme sur les populations d’oiseaux d’eau migrateurs et leurs habitats.

L’étude de l’AEWA sur les législations de la chasse et du commerce (MOP4, Madagascar, 2008) a révélé que 25 % des Parties contractantes d’Afrique n’ont toujours pas établi une protection rigoureuse des populations de la Colonne A (du Tableau 1 de l’AEWA) de la chasse et du commerce, tandis que 19 % d’entre elles ne bénéficient que d’une protection partielle. Sur la base de ce contexte, il est clair que l’amélioration de l’état de conservation des oiseaux d’eau migrateurs représente un défi de taille.

L’Afrique est un continent en changement ; les transformations rapides dans le mode d’utilisation des sols et leur exploitation non durable largement répandue soumettent à de fortes pressions les zones humides et les autres habitats. Certains sites importants pour les oiseaux d’eau migrateurs ont été identifiés et désignés, par exemple, comme zones protégées, sites Ramsar ou IBA. Ces désignations n’impliquent cependant pas toujours une bonne gestion, un usage judicieux ou une protection du site. Les sites légalement protégés et les sites bien gérés peuvent offrir un refuge vital aux oiseaux d’eau migrateurs et sont fondamentaux pour leur conservation. Même si l’on dispose de connaissances raisonnables sur les habitats/sites importants pour les oiseaux d’eau et que quelques zones protégés bénéficient de plans de gestion bien établis, la plupart des pays ne gèrent que peu ou même aucun des sites importants pour les espèces de l’AEWA. Compte tenu du fait que toutes les Parties contractantes africaines de l’AEWA, excepté l’Éthiopie, sont actuellement Parties contractantes à la Convention de Ramsar sur les zones humides, la collaboration avec cette Convention pour l’identification, la désignation et la gestion des sites internationaux importants pour les oiseaux d’eau migrateurs devrait être renforcée. Cependant, une étude plus complète sur l’identification et la gestion appropriée des sites d’importance nationale et internationale pour les oiseaux d’eau migrateurs est nécessaire, afin de pouvoir se faire une idée plus claire de la situation au sein de toutes les Parties d’Afrique.

En Afrique, de nombreuses personnes dépendent de façon significative des zones humides et des ressources naturelles qui y sont associées (y compris les oiseaux d’eau). Les utilisations locales telles que la pêche, l’agriculture et la récolte de roseaux sont souvent compatibles avec la conservation de la nature. Toutefois, de nombreuses zones humides sont également visées par des développements à plus grande échelle, par exemple en vue de l’irrigation et de la culture de produits commerciaux. Dans tous les cas, la conservation des zones humides et des oiseaux d’eau qui dépendent d’elles, ainsi que la prise en main des activités qui les menacent de plus en plus, doivent inclure la participation des communautés locales concernées. Il est essentiel de s’engager avec les communautés locales et de les faire participer à la conservation à chaque étape et d’identifier avec elles les avantages potentiels pouvant être tirés des oiseaux d’eau au plan local. Des activités telles que les initiatives d’écotourisme et les projets de production de revenus de remplacement sont des moyens pratiques de générer une plus grande valeur et une meilleure appréciation des zones humides et de leurs ressources.

Des problèmes plus larges ayant directement un impact sur de nombreux oiseaux d’eau migrateurs doivent également être pris en main, y compris le commerce (à la fois le commerce légal sous la CITES et le commerce illégal), l’empoisonnement et les impacts de grandes infrastructures telles que les parcs éoliens et les pylônes. Ceci sans oublier de tenir compte des divers effets du changement climatique et de la capacité d’adaptation des oiseaux d’eau migrateurs au changement. Il est important de réaliser des EIE/EES pour les projets risquant d’affecter les populations de l’AEWA et leurs habitats. Même si ces études ont lieu (selon les Rapports nationaux à la MOP4) l’efficacité des EIE doit être améliorée afin de révéler pleinement les activités de développement potentiellement dommageables et d’éviter/atténuer leur impact sur les oiseaux d’eau et leurs habitats.

Au niveau de la conservation des espèces, les Plans d’action par espèce (SSAP) sont le principal outil de conservation dont disposent les Parties contractantes de l’AEWA pour guider dans la conservation de certaines espèces de façon coordonnée le long des itinéraires de migration. L’étude internationale sur le stade de préparation et de mise en œuvre des plans d’action par espèce de l’AEWA[[7]](#footnote-7) et les rapports nationaux soumis à la MOP4 ont révélé que c’est en Afrique que les progrès les moins importants ont été réalisés pour la mise en œuvre des SSAP internationaux existants. La liste des priorités pour le développement de SSAP dans la région de l’AEWA (Tableau 9 sur l’étude sur les SSAP de l’AEWA) contient un nombre relativement élevé de populations présentes en Afrique, comparé à d’autres régions de l’AEWA. Dans le développement de nouveaux SSAP importants pour les populations de l’AEWA en Afrique, il faudra se concentrer sur les populations mondialement menacées figurant comme prioritaires dans l’Étude sur les SSAP. L’accent devrait davantage être mis sur la mise en œuvre des SSAP, tant existants que nouveaux, en Afrique.

#### *Résultats attendus*

Sur la base de l’analyse précédente, les résultats suivants ont été identifiés comme étant ceux qu’il est souhaitable d’atteindre en Afrique d’ici à 2017 :

* 1.1.1 : Toutes les Parties contractantes ont initié un processus en vue d’adopter une législation nationale appropriée protégeant toutes les espèces de la Colonne A, tandis que 50% des Parties contractantes ont adopté cette législation,
* 1.2.1 : Toutes les Parties contractantes ont identifié et reconnu des sites clés qui contribuent à un réseau complet de sites pour les oiseaux d’eau migrateurs,
* 1.2.2 : Toutes les Parties contractantes ont appliqué un statut de protection ou autre type de désignation aux sites du réseau,
* 1.2.3 : Toutes les Parties contractantes ont mis en place des plans de gestion de site qui prennent en compte les besoins de conservation des oiseaux d’eau, et les mettent en œuvre sur les sites clés du réseau,
* 1.3.1 : Toutes les Parties contractantes ont mis en place des règlementations qui assurent que des EIE/EES indépendantes sont réalisées en cas de développements nouveaux ou proposés, en tenant pleinement compte de leurs impacts cumulatifs environnementaux et socio-économiques, notamment sur les oiseaux d’eau,
* 1.3.2 : La capacité des fonctionnaires gouvernementaux liés à l’AEWA de toutes les Parties contractantes, à participer à des processus d’EIE/EES est améliorée,
* 1.3.3 : La Procédure d’évaluation de la mise en œuvre de l’AEWA (IRP) est utilisée pour résoudre les cas importants de menace des populations de l’AEWA chez les Parties contractantes africaines,
* 1.4.1 : Toutes les espèces/populations de l’AEWA mondialement menacées et marquées d’un astérisque présentes en Afrique font l’objet d’un SSAP,
* 1.4.2 : Tous les SSAP disposent de mécanismes internationaux de coordination solides et opérationnels (Groupes de travail internationaux sur les espèces de l’AEWA).

#### *Actions proposées pour assurer un état de conservation favorable aux oiseaux d'eau migrateurs d’Afrique*

Le Secrétariat mènera une analyse détaillée sur l’état actuel de la législation nationale pour la protection des espèces de la Colonne A, chez toutes les Parties africaines, à travers les rapports nationaux soumis à la MOP5 et, le cas échéant, de demandes directes d’informations. Les lacunes identifiées dans la législation nationale seront communiquées aux Parties contractantes, assorties de conseils spécifiques pour développer/amender les législations nationales, s’il y a lieu. Ce processus tiendra compte de la nature dynamique du Tableau 1 des populations de l’AEWA (et donc des espèces de la Colonne A).

Le rapport préliminaire sur le réseau de sites de l’AEWA (MOP5, 2012) fournit des informations sur l’état actuel des réseaux de sites, des zones protégées et de la gestion des sites d’importance internationale pour les espèces de l’AEWA en Afrique (sur la base de l’Application Réseau de sites critiques ou Outil CSN et autres sources). Des informations supplémentaires seront incorporées sur les sites d’importance nationale pour les oiseaux d'eau migrateurs de chaque Partie africaine. En complément, des ateliers sous-régionaux seront organisés en collaboration avec la Convention de Ramsar, dans le but multiple d’assurer des formations sur l’Outil CSN, d’identifier les informations manquantes et d’établir des priorités pour les études et surveillances futures. Les agences nationales de mise en œuvre de chaque Partie africaine seront responsables de la mise à jour et/ou du développement de leur réseau national de sites importants pour les espèces de l’AEWA (en utilisant les lignes directrices no 3 de l’AEWA sur la préparation des inventaires de sites pour les oiseaux d'eau migrateurs). Ces inventaires nationaux serviront d’instruments de prise de décision lors de la désignation potentielle de zones protégées ou d’autres sites (Sites Ramsar, IBA, Sites du patrimoine mondial, etc.).

Le jumelage associant des sites clés dans des pays développés et dans des pays africains sera encouragé afin de permettre d’échanger connaissances et expertise, d’améliorer davantage la gestion des sites dans la région et de fournir des outils et du matériel de base pour mener l’action de conservation en Afrique. Ce type de programmes a généralement plus de chance de réussir avec une aide de niveau limitée à long terme plutôt que sur la base de projets à court terme.

Le statut d’application des EIE/EES par les Parties de l’AEWA en Afrique sera déterminé à partir des rapports nationaux soumis à la MOP5 et le cas échéant, directement communiqué aux Parties. Les lacunes identifiées seront communiquées à chaque Partie africaine, par le biais de conseils pour développer ou amender les règlements et processus d’EIE/EES, en collaboration avec les parties prenantes internationales concernées (par ex. le Centre de droit environnemental de l’UICN, l’Association internationale pour l’évaluation d’impacts (IAIA)). Quatre ateliers sous-régionaux de développement de la capacité, à l’intention de tous les correspondants locaux de l’AEWA (Correspondants nationaux et techniques) en Afrique, seront organisés afin d’améliorer leur participation aux processus d’EIE/EES. Si possible, ces ateliers seront organisés en synergie avec d’autres accords environnementaux multilatéraux (MEA) confrontés à des défis similaires en matière d’EIE/EES en Afrique et avec des organisations non gouvernementales (ONG) intéressées.

La Procédure d’évaluation de la mise en œuvre de l’AEWA[[8]](#footnote-8) (IRP) établie lors de la MOP4 a pour objectif d’aider les Parties contractantes à prendre en main les menaces pesant sur les espèces/populations de l’AEWA et leurs habitats, en apportant des services consultatifs fournis par le Secrétariat de l’AEWA et autres partenaires et experts concernés. Les agences mettant en œuvre l’AEWA chez chaque Partie africaine doivent rendre compte de ces cas au Secrétariat de l’AEWA afin de permettre l’organisation de missions IRP là où nécessaire. Compte tenu des chevauchements significatifs dans les problèmes couverts par l’IRP de l’AEWA et les processus similaires des Missions consultatives de Ramsar (RAM), la collaboration devra être maintenue et renforcée avec le Secrétariat de Ramsar pour leur mise en œuvre conjointe en Afrique.

Une évaluation sera réalisée afin de déterminer si le Dendrocygne à dos blanc (*Thalassornis leuconotus leuconotus* – classé à la catégorie 2, dans la Colonne A du Tableau 1 de l’AEWA et marqué d’un astérisque) est chassé dans ces États de l’aire de répartition. Si la chasse a lieu, un SSAP sera développé pour conseiller sur l’utilisation durable de l’espèce et mettre en œuvre le principe de gestion adaptée des prélèvements, en accord avec le paragraphe 2.1.2 du plan d’action de l’AEWA.

## Objectif 2 : Garantir que tout prélèvement d’oiseaux d’eau dans la zone de l’Accord est durable

#### *Défis rencontrés dans la garantie de l’utilisation durable des oiseaux d’eau en Afrique*

Le commerce international, national et local représente une menace importante pour divers oiseaux d’eau en Afrique, tels que le Bec-en-sabot du Nil (*Balaeniceps rex*) et la Grue couronnée (*Balearica pavoninairum*). Dans l’aire de répartition de l’AEWA, c’est en Afrique que le plus haut niveau de commerce illégal a été enregistré, avec 39 % des pays africains concernés (et 22 % partiellement concernés), comparé à 19 % en Eurasie (et 19 % partiellement concernés) et 15 % en Europe (avec 15 % partiellement concernés). L’importance socioéconomique et culturelle du commerce des oiseaux d’eau dans la région africaine contribue de façon significative à ces chiffres. Les oiseaux d’eau sont aussi largement capturés et prélevés dans toute l’Afrique, bien que les méthodes varient selon les régions. La chasse et le piégeage sont de passe-temps populaires en Afrique du Nord, tandis que dans la zone du Sahel, les oiseaux sont pris au piège en vue de la consommation locale et de la vente dans des centres régionaux. Dans certains pays, les appâts empoisonnés sont utilisés pour attraper les oiseaux, bien que l’utilisation localisée d’armes à feu puisse être importante.

L’Accord recommande la coordination internationale pour le recueil de données de prélèvement, afin d’assurer l’utilisation durable des populations de l’AEWA le long de leurs itinéraires de migration. L’Étude de l’AEWA sur les législations de la chasse et du commerce (2007) a indiqué que 39 % des Parties contractantes africaines disposaient d’un système de recueil des données de prélèvement d’oiseaux d’eau (comparé à 90 % en Europe et 50 % en Asie). Par ailleurs, seules 50 % des Parties africaines ont interdit juridiquement l’utilisation des appâts empoisonnés. Le braconnage est élevé en Afrique (96 % des pays étant affectés), celui des oiseaux d’eau étant largement répandu. La plupart des Parties contractantes africaines manquent de dispositions légales pour réduire le braconnage et réglementer le commerce des oiseaux d’eau, et les méthodes de chasse. Elles ne disposent pas non plus de la capacité et des moyens techniques pour mettre en œuvre ces dispositions. Parmi les Parties africaines, 63 % n’obligent juridiquement aucunement les chasseurs à se joindre à des clubs/associations de chasse, ce qui rend encore plus difficile de réglementer l’utilisation des oiseaux d’eau. En outre, l’existence de ces clubs n’implique pas que les Parties contractantes aient les moyens de les contrôler.

Dans de nombreux pays africains, les oiseaux d’eau constituent une source importante de protéines pour les populations locales et ce depuis des siècles. Toutefois, du fait de l’augmentation des populations humaines et des richesses en Afrique, la pression exercée sur les oiseaux d’eau est plus intensive que par le passé, et, souvent, les oiseaux sont vendus sur les marchés et transportés vers des villes où la demande peut être élevée. Il est important d’assurer une utilisation durable, pour que les avantages que représentent les oiseaux d’eau en tant que sources locales de protéines soient disponibles pour les générations futures. Des mesures destinées à encourager l’utilisation durable des populations d’oiseaux d’eau et de leurs habitats en Afrique doivent absolument engager les communautés locales et comprendre un volet axé sur les moyens de subsistance. Lorsque l’utilisation locale des oiseaux d’eau n’a pas lieu sur un mode durable, des activités générant des revenus de remplacement ainsi que l’élevage d’animaux domestiques comme autre source de protéines peuvent être encouragés. La sensibilisation peut également être nécessaire pour réduire la demande, tout spécialement dans les centres urbains.

Le saturnisme des oiseaux d’eau dû à la grenaille de plomb demeure l’un des principaux défis à relever pour parvenir à une utilisation rationnelle des oiseaux d’eau, bien que ceci ne pose pas vraiment de problème dans l’Afrique sub-saharienne. L’une des solutions est d’assurer que la grenaille de remplacement ne soit pas plus chère ou qu’elle soit même meilleur marché que la grenaille de plomb. Le Plan d’action de l’AEWA (Paragraphe 4.1.4) appelle les Parties contractantes à « *s’efforcer de supprimer l’utilisation de la grenaille de plomb de chasse dans les zones humides dès que possible, conformément à des calendriers qu’elles se seront imposés et qu’elles auront publiés* ». La Résolution 4.1 (MOP4, Madagascar, 2008) souligne encore davantage le besoin de promouvoir la communication et de sensibiliser tant les autorités gouvernementales que les communautés de chasseurs aux effets du saturnisme chez les oiseaux d’eau. Toutefois, en 2008, on continuait de chasser avec de la grenaille de plomb dans les zones humides dans 79 % des pays d’Afrique. Au moins 67 % des Parties africaines ont déjà introduit des mesures pour supprimer progressivement l’utilisation de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides.

#### *Résultats attendus*

L’utilisation durable des populations d’oiseaux d’eau migrateurs en Afrique devrait donc s’attaquer en priorité à la minimisation du commerce illégal, de la chasse, de l’utilisation des appâts empoisonnés et autres méthodes non-sélectives de prélèvement d’oiseaux d’eau, ainsi qu’à l’amélioration des moyens de subsistance des communautés concernées. La suppression de l’utilisation de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides et la coordination internationale du recueil et de la compilation des données sur les prélèvements devraient principalement se concentrer sur l’Afrique du Nord, où ce problème est significatif.

Sur la base de l’analyse précédente, les résultats suivants ont été identifiés comme étant souhaitables d’atteindre en Afrique d’ici à 2017, afin d’encourager la réalisation de l’objectif 2 du Plan stratégique de l’AEWA en Afrique :

* 2.1.1 : Toutes les Parties contractantes d’Afrique ont établi un échéancier pour l’application d’une législation interdisant l’utilisation de la grenaille de plomb dans les zones humides,
* 2.2.1 : Les modalités encadrant les prélèvements en Afrique (incluant des propositions de gestion et de suivi), permettant la révision et la mise à jour des Lignes directrices de conservation de l’AEWA sur le prélèvement durable des oiseaux d’eau migrateurs sont analysée,
* 2.3.1 : Toutes les Parties possèdent et appliquent des législations appropriées qui permettent de réduire, et autant que possible d’éliminer les prélèvements illégaux, l’utilisation d’appâts empoisonnés et autres méthodes non sélectives ainsi que le commerce illégal,
* CT/1.1 : Des études de cas évaluant l’importance du tourisme pour la conservation des oiseaux d’eau sont publiées et disséminées,
* CT/1.2 : Les Lignes directrices de l’AEWA relatives au développement écotouristique dans les zones humides sont révisées et mises à jour en fonction des études de cas,
* CT/2.1 La promotion de la gestion communautaire des ressources naturelles (CBNRM) relative aux oiseaux d’eau et aux zones humides est réalisée au travers de 5 projets réussis,
* CT/2.2 La Stratégie CBNRM relative aux oiseaux d’eau et aux zones humides est élaborée, publiée et diffusée.

#### *Actions proposées pour l’utilisation durable des populations d'oiseaux d'eau migrateurs en Afrique*

En collaboration avec les organisations partenaires et les agences de développement, le Secrétariat développera et mettra en œuvre des projets pilotes visant à relier la conservation des oiseaux d’eau à des opportunités de subsistance alternatives pour les communautés locales qui dépendent étroitement des populations de l’AEWA et de leurs habitats. Au moins un de ces projets sera mis en œuvre par sous-région africaine.

Une évaluation détaillée de l’état actuel des systèmes de recueil des données sur les prélèvements d’oiseaux d’eau en Afrique sera réalisée à partir des rapports nationaux soumis à la MOP5, et autres informations demandées. Les pays ne disposant pas de ce genre de systèmes seront encouragés et aidés dans la conception, l’adoption et la mise en œuvre de systèmes cohérents pour le recueil des données de prélèvements d’oiseaux d’eau. Le présent Plan d’action s’attaquera seulement à cette question en Afrique du Nord, considérant l’importance de la chasse dans cette sous-région et de la coordination relativement bonne des systèmes de chasse. Les leçons apprises et les résultats obtenus pourront être par la suite appliqués à d’autres sous-régions d’Afrique, selon les besoins identifiés dans chacune des sous-régions. Les lignes directrices sur la chasse durable et les codes de pratiques élaborées par Birdlife seront des points de référence utiles pour aider les Parties contractantes à réduire la chasse non durable.

Compte tenu du fait que la chasse au fusil est une méthode de chasse plus importante en Afrique du Nord que dans les autres sous-régions, les efforts de suppression de l’utilisation de la grenaille de plomb se concentreront sur cette sous-région. Les Parties nord-africaines seront encouragées à établir des calendriers qu’elles s’imposeront elles-mêmes pour supprimer l’utilisation de la grenaille de plomb dans les zones humides, avec les conseils du Secrétariat, du Comité technique, des associations internationales de chasseurs, et par le biais des expériences acquises d’autres États de l’aire de répartition[[9]](#footnote-9). Les Parties contractantes et les agences nationales de mise en œuvre de l’AEWA concernées veilleront à assurer le développement et l’adoption d’une législation pour interdire l’utilisation de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides, engageant les principales parties prenantes identifiées.

## Objectif 3 : Améliorer les connaissances sur les espèces et leurs populations, les voies de migration et les menaces comme fondement de l’action de conservation

#### *Défis rencontrés dans l’amélioration des connaissances sur les espèces d’oiseaux d’eau et leurs populations en Afrique*

Nous manquons de surveillances et d’études coordonnées réalisées régulièrement pour beaucoup de populations d'oiseaux d'eau présentes en Afrique. Le recensement des oiseaux d'eau d’Afrique (AfWC) a jusqu’ici fourni des informations précieuses, ce qui contribue à l’évaluation de l’état des populations de l’AEWA et de leurs sites en Afrique. Toutefois, le réseau AfWC a besoin d’être mieux développé et amélioré car pour de nombreuses zones humides importantes pour les espèces de l’AEWA en Afrique, peu ou pas d’informations sont disponibles en raison de leur inaccessibilité, de leur immensité et/ou d’une capacité locale inadéquate pour leur étude/surveillance. Comme la plupart des comptages de zones humides clés sont réalisés en janvier et parfois en juillet, une surveillance supplémentaire peut être nécessaire pour jauger adéquatement l’état de certaines espèces. Par exemple, la surveillance des colonies nicheuses, des sites de perchage saisonnier et de halte à d’autres saisons ajouteront des informations importantes pour compléter les données de l’AfWC.

Compte tenu des menaces importantes pesant sur beaucoup de zones humides d’Afrique, la surveillance des sites clés doit être largement encouragée, notamment par le biais de la surveillance des IBA, qui fournit des informations sur les menaces et les actions entreprises. Des mécanismes doivent en outre être en place pour assurer que les résultats et la documentation de toute la surveillance soient présentés aux organes gouvernementaux appropriés et utilisés, par exemple pour influer sur les politiques et la planification de l’utilisation des sols. Dans la région, il faut également prendre en main le manque d’outils et d’équipements pour la réalisation d’études et de surveillances sur le terrain.

Les connaissances sur beaucoup de migrateurs intra-africains et leurs itinéraires de migration, ainsi que sur les mouvements de certains migrants paléarctiques en Afrique, sont limitées. Ceci est en partie lié à l’inadéquation de la capacité destinée à effectuer des recherches et surveillances dans la région, ce qui entraîne une dépendance par rapport à l’expertise externe pour les recherches, études et surveillances des oiseaux d’eau. Le baguage des oiseaux d'eau et les recherches afférentes sont des outils efficaces pour étudier la biologie, l’écologie, le comportement/les mouvements, la productivité de la reproduction et la démographie des populations d’oiseaux[[10]](#footnote-10) (comme décrit par l’Union européenne pour le baguage des oiseaux d’eau (EURING). Dans le cas des oiseaux migrateurs, ceci peut contribuer à l’identification de leurs routes migratoires et de leurs aires de repos. En Afrique, le baguage des oiseaux en est toujours à un stade embryonnaire et le Programme de baguage des oiseaux d'Afrique (AFRING) établi avec l’aide de l’AEWA, a besoin d’être renforcé et soutenu. L’utilisation de technologies plus modernes telles que le marquage couleur, la télémétrie par satellite, les techniques à isotopes stables et loggers GPS doit également être encouragée. La capacité nationale pour le développement et l’entretien des programmes nationaux de surveillance des zones humides et des oiseaux d’eau a besoin d’être améliorée et soutenue dans toute la région.

#### *Résultats attendus*

Pour améliorer les connaissances importantes sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs, un processus international efficace et coordonné s’impose afin de recueillir les données de surveillance et de les rendre disponibles à des analyses appropriées. L’établissement et la poursuite de programmes nationaux de surveillance visant à évaluer l’état de conservation des oiseaux d'eau sont également nécessaires, de même que l’établissement de programmes de recherche concernant l’AEWA, et le partage des informations sur les meilleures pratiques pour la conservation des oiseaux d'eau dans la région. Pour être efficace, la surveillance des sites clés doit être une activité à long terme bénéficiant d’un financement durable, tandis que des dispositions sont également nécessaires pour l’exploration des aires les moins bien connues (par ex. des études destinées au comblement des lacunes). Afin d’améliorer la pertinence du Plan stratégique pour l’Afrique, une cible complémentaire (CT1) a été identifiée pour contribuer à l’amélioration de la qualité et de la quantité des données sur les mouvements d’oiseaux d’eau en Afrique.

Sur la base de l’analyse précédente, les résultats suivants ont été identifiés comme étant souhaitable d’atteindre en Afrique d’ici à 2017, afin de garantir la réalisation de l’objectif 3 du Plan stratégique de l’AEWA en Afrique :

* 3.1.1 : Des données sur les populations d’oiseaux d'eau plus nombreuses et de meilleure qualité sont disponibles pour l’Afrique,
* 3.1.2 : De meilleures données sur l’état et les pressions subies par les sites clés en Afrique, et les réponses apportées, par le biais de la surveillance des IBA,
* 3.2.1 : La moitié des Parties contractantes disposent toute l’année (si approprié) de systèmes de surveillance qui sont bien intégrés dans des structures nationales et des plans de travail,
* 3.3.1 : De nouveaux programmes de recherche liés à l’AEWA sont établis en Afrique, programmes qui améliorent considérablement les connaissances sur les populations d’oiseaux d’eau migrateurs,
* 3.3.2 : La capacité scientifique est accrue en Afrique grâce aux bourses/ programmes d’échange sur des questions se rapportant à l’AEWA avec la participation d’organismes de recherche et d’éducation européens et africains,
* 3.4.1 : Chaque Partie contractante a publié au moins une meilleure pratique importante pour l’AEWA dans les revues nationales ou sous-régionales appropriées et les revues en ligne,
* CT/3.1 : Les capacités panafricaines et nationales pour le baguage des oiseaux d’eau sont renforcées dans le cadre d’AFRING,
* CT/3.2 : Les technologies modernes de suivi des déplacements des oiseaux d’eau (y compris le marquage coloré) sont plus largement utilisées et les capacités sont renforcées à ce sujet.

#### *Actions proposées pour améliorer les connaissances sur les populations d’oiseaux d’eau migrateurs et leurs habitats en Afrique*

Les différentes organisations internationales et MEA participant directement ou indirectement au Recensement international des oiseaux d'eau (IWC) développent actuellement une stratégie pour assurer la continuité et la durabilité de ce programme. Dans le cadre de l’IWC, l’AEWA apportera son support à l’AfWC sous forme d'un financement annuel régulier visant à assurer la coordination et la réalisation de l’AfWC, ainsi que la mise à disposition de matériel/équipement de terrain de base pour les participants du réseau AfWC. Les gouvernements et les acteurs de la société civile participant à la surveillance des IBA seront encouragés à fournir des informations sur les tendances des menaces pesant sur les sites importants pour les espèces de l’AEWA et les efforts de gestion entrepris.

On expliquera aux Parties contractantes africaines comment prendre en main les priorités dans le cadre de futures surveillances et études dans leurs pays, sur la base d’une étude des programmes de surveillance nationaux (identifiant les endroits où ils manquent, les lacunes dans les programmes en cours, la capacité, etc.). Le module de formation récemment mis à jour, développé par l’Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS) pour l’étude des populations d'oiseaux d'eau en Afrique sub-saharienne, sera promu et adapté si nécessaire, en tant que module de référence, dans le cadre de l’AEWA, en notant aussi la disponibilité d’autres ressources de formation pertinentes. Le jumelage entre des Parties contractantes de l’AEWA, par le biais de partenariats mutuellement profitables entre les sites, sera également encouragé et facilité par les agences nationales de mise en œuvre concernées. Ceci permettra d’échanger expertise et connaissances afin d’établir ensuite des programmes nationaux de surveillance dans les Parties africaines correspondantes. Le jumelage peut en outre résulter dans la fourniture de ressources techniques pour l’étude et la surveillance en Afrique, si ces ressources manquent.

Les recherches à effectuer en priorité pour la conservation des oiseaux d'eau migrateurs en Afrique seront identifiées en collaboration avec les instituts de recherche et les agences nationales de mise en œuvre. Des fonds seront cherchés pour mettre en place au moins trois programmes de recherche liés à l’AEWA en Afrique, sur la base des besoins identifiés. Un concept de projet sera développé afin d’introduire un programme de bourse d’études/d’échange portant la marque de l’AEWA, qui sera mené dans les universités africaines et européennes à l’intention des boursiers/chercheurs africains. Ceci sera fait en étroite coopération avec le TC de l’AEWA. On identifiera les universités africaines et européennes intéressées dans lesquelles le programme de bourses d’études/ d’échange sera établi et mis en œuvre. Cette approche contribuera de façon significative à développer et à assurer une expertise suffisante sur les oiseaux d’eau en Afrique.

Chaque Partie africaine de l’AEWA sera encouragée à publier au moins un article sur les meilleures pratiques de conservation des oiseaux d’eau migrateurs dans leur pays. La valeur des connaissances traditionnelles/pratiques indigènes et des innovations locales, qui ont contribué à la conservation des oiseaux d'eau migrateurs seront mises en exergue.

Le comité directeur d’AFRING se réunira pour développer et établir une stratégie opérationnelle et institutionnelle pour le Programme de baguage panafricain. La stratégie AFRING impliquera directement les programmes de baguage existants (Programme de baguage d’Afrique de l’Est à Nairobi, Programme de baguage du Ghana, Centre d’Étude des Migrations d’Oiseaux – Institut Scientifique de Rabat). Des fonds de démarrage seront assurés pour aider à sa mise en œuvre initiale et deux cours de baguage seront organisés pour les pays africains francophones. Au cours des années précédentes, de nouvelles technologies ont contribué de façon importante à l’amélioration des connaissances sur les oiseaux d’eau migrateurs, notamment la télémétrie par satellite, le repérage radio et l’utilisation d’isotopes stables. Ces méthodes semblent devoir devenir plus abordables et plus avancées durant les années à venir, et il faudra encourager leur utilisation.

## Objectif 4 : Améliorer la communication, l’éducation et la sensibilisation du public (CESP) sur les espèces d’oiseaux d'eau migrateurs, leurs voies de migration, leur rôle dans la réduction de la pauvreté, les menaces auxquelles elles sont confrontées et la nécessité de mesures destinées à leur conservation et celle de leurs habitats

#### *Défis rencontrés dans l’amélioration de la CESP sur la conservation des espèces d’oiseaux d’eau migrateurs et les questions liées à l’AEWA en Afrique*

On attend des Parties contractantes qu’elles élaborent et poursuivent des programmes de sensibilisation à la conservation des oiseaux d'eau migrateurs et l’Accord en général (Paragraphe 2.j de l’Article III du texte de l’Accord). Une communication efficace est porteuse de messages clés qui prennent en considération l’importance des oiseaux d'eau migrateurs dans la région. Le Plan stratégique (2009-2017) met l’accent sur la mise en œuvre de la Stratégie de communication (adoptée par la MOP3, Sénégal, 2005) et le Plan d’action pour l’Afrique doit aider à renforcer la mise en œuvre de la Stratégie de communication en Afrique.

Les rôle, valeur et perception des oiseaux d’eau migrateurs en Afrique, notamment en relation avec les moyens de subsistance de la population, doivent donner forme aux messages clés élaborés pour la région africaine en matière de CESP sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs et autres questions liées à l’AEWA. Les méthodes de CESP employées en Afrique doivent se conformer aux systèmes et outils de communication disponibles dans la région. En plus de moyens limités en termes de ressources humaines et de capacité pour la mise en œuvre de l’Accord, les agences nationales de mise en œuvre sont également confrontées à un manque de matériel d’information pour les activités CESP relatives à l’AEWA.

La campagne de la Journée Mondiale des Oiseaux Migrateurs (JMOM), une initiative AEWA/CMS est depuis son lancement, en 2006, principalement coordonnée par l’AEWA. La JMOM diffuse annuellement un message spécifiquement lié à la conservation des oiseaux d’eau migrateurs, touchant un vaste groupe cible en Afrique, où le nombre d'organisations participantes et d’événements JMOM officiellement enregistrés n’a cessé de croître au fil des ans (voir Figure 3). Ayant l’avantage de toucher tant les Parties contractantes que des Parties non contractantes, la campagne de la JMOM doit être poursuivie car elle constitue un outil CESP efficace pour l’AEWA/CMS.

En Afrique, pour améliorer la communication sur les oiseaux d'eau migrateurs et les questions liées à l’AEWA, il faut se concentrer sur l’accroissement de la sensibilisation et de la compréhension à tous les niveaux de chaque Partie contractante. En Afrique, on désire que les activités CESP de l’Accord atteignent les résultats suivants :

* 4.3.1 : Au moins 25 % des Parties contractantes africaines ont développé et mettent en œuvre des programmes axés sur la sensibilisation à la conservation des oiseaux d’eau et l’AEWA, ainsi que sur leur compréhension, et
* 4.3.2 : La campagne de la Journée Mondiale des Oiseaux Migrateurs (JMOM) est célébrée dans chacune des Parties contractantes.

Figure 2: États africains/ organisations/ événements enregistrés pour la campagne de la JMOM au fil des ans

#### *Actions proposées pour améliorer les activités CESP liées à l’AEWA en Afrique :*

Les correspondants locaux nationaux et les correspondants techniques locaux de l’AEWA doivent avoir les compétences nécessaires pour la prise en main des aspects techniques des questions liées à la conservation des oiseaux d'eau migrateurs au niveau national. Le recours à des correspondants nationaux responsables de la CESP (correspondants locaux CESP) sera adopté par la région d’Afrique afin d’améliorer la capacité CESP des agences nationales de mise en œuvre. Les correspondants locaux CESP de l’AEWA seront officiellement désignés par les gouvernements respectifs et seront de préférence des agences/organisations ayant quelque expérience de la CESP. Ceci engagera des partenariats avec RAMSAR, l’UICN et des organisations de la société civile, dont beaucoup ont une large expérience de la CESP, pour aider les Parties contractantes africaines à développer et à mettre en œuvre de solides stratégies CESP, qui doivent être basées sur des informations de qualité.

Un kit de communication sera développé afin que les correspondants locaux CESP disposent de matériel prêt à l’emploi pour réaliser leur nouvelle tâche. Le kit CESP sera disponible en anglais et en français et, selon les ressources disponibles, en arabe et en portugais. Les Parties africaines seront encouragées à rendre ce kit disponible dans d’autres langues, le cas échéant. Le kit CESP de l’AEWA sera accompagné de trois formations organisées pour les correspondants locaux CESP de l’AEWA, afin de les préparer à leur nouveau rôle et de les assister dans le développement d’une stratégie CESP nationale (en collaboration avec les correspondants nationaux et techniques de l’AEWA).

Toutes les Parties contractantes africaines seront encouragées à participer à la campagne de la JMOM en leur fournissant un capital initial pour organiser certaines activités au niveau national. En outre, le Secrétariat (en collaboration avec les correspondants nationaux de l’AEWA et les correspondants CESP locaux) organisera un événement JMOM majeur par an, chaque année dans une sous-région différente, et participera à cet événement. La mise en œuvre du Plan d’action pour l’Afrique devrait aider à renforcer et à adapter la mise en œuvre des activités CESP liées à l’AEWA en Afrique, et elle devrait aboutir à une meilleure coordination et à une plus grande participation des pays d’Afrique à la campagne annuelle de la Journée Mondiale des Oiseaux Migrateurs. Les Parties contractantes africaines sont également encouragées à identifier des centres de visiteurs des zones humides, qui pourront rejoindre le réseau de centres de visiteurs consacrés aux oiseaux migrateurs et aux hommes, coordonnés par le Wetland Link International (WLI).

## Objectif 5 : Améliorer la capacité des États de l’aire de répartition et la coopération et les capacités internationales pour une conservation des espèces d’oiseaux d’eau migrateurs et de leurs voies de migration

#### *Défis rencontrés dans l’amélioration de la coopération internationale pour la conservation des oiseaux d’eau migrateurs en Afrique*

De tous les États actuellement membres de l’AEWA, 41 % sont africains au 1er juin 2012 (27 des 65 États parties). Le taux de recrutement de nouvelles Parties africaines à l’AEWA a chuté de façon importante au fil des ans, même si environ la moitié des pays d’Afrique ne se sont pas encore joints à l’AEWA (voir Figure 3). Les Parties non contractantes à l’AEWA n’ont pas d’obligations légales envers la conservation des oiseaux d'eau migrateurs, ce qui se traduit par un manque de mise en œuvre efficace de l’Accord dans la région. Les principales lacunes en termes d’adhésion à l’AEWA sont notées dans les sous-régions d’Afrique australe et centrale (voir Figure 1, de la section 2[[11]](#footnote-11)). Les principales phases du processus d’adhésion diffèrent d’un pays à l’autre, demandant de quelques mois à plusieurs années pour s’accomplir et nécessitant en cela un suivi individuel. L’Union africaine et les communautés économiques régionales offrent certains des principaux forums pour la promotion de la mise en œuvre des traités légaux internationaux mondiaux et régionaux. L’adhésion de l’Union africaine à l’AEWA doit être encore encouragée afin de promouvoir l’engagement de tous les pays d’Afrique dans la conservation des oiseaux d'eau migrateurs. L’adhésion de nouvelles Parties d’Afrique doit être poursuivie en collaboration avec les communautés économiques régionales.



Figure 3 : Taux de recrutement de nouvelles Parties contractantes à l’AEWA en Afrique

Le programme du Fonds de petites subventions de l’AEWA (SGF), établi par la MOP1 en 1999, est devenu opérationnel en 2010 grâce à l’allocation de 20 000 euros/an au budget principal de l’AEWA 2009-2012 pour des projets SGF menés en Afrique, et à une contribution volontaire du gouvernement français. Le SGF de l’AEWA dépend largement de contributions volontaires, ce qui peut compromettre sa durabilité. Ce programme offre un instrument pratique pour stimuler la mise en œuvre de l’AEWA en Afrique et il a besoin d’être poursuivi sur une base annuelle, au moins dans la région d’Afrique. Le SGF est complété par le Programme de petites subventions (SGP) de la CMS, qui soutient des projets de terrain axés sur les espèces migratrices depuis 1994. Les appels à propositions 2012 pour le SGF et le SGP ont tous deux été lancés en mars 2012 pour sensibiliser et attirer les candidats, ainsi que les donateurs, les deux programmes dépendant de contributions volontaires.

La proportion de Parties africaines soumettant leurs rapports nationaux à la MOP a augmenté avec le temps à chaque session de la MOP (voir Figure 4), 58 % des Parties contractantes africaines ayant soumis leur rapport à la MOP4. Cependant, pour assurer une évaluation complète des progrès réalisés dans la mise en œuvre de l’Accord en Afrique, toutes les Parties contractantes africaines devraient idéalement soumettre leur rapport national. De l’aide supplémentaire est nécessaire pour améliorer la capacité des agences nationales de mise en œuvre africaines à utiliser le nouveau système en ligne de soumission des rapports nationaux de l’AEWA, afin d’assurer leur soumission réelle et en temps voulu à chaque session de la MOP.

Après le recrutement de nouvelles Parties à l’AEWA, une aide limitée est offerte pour encourager la mise en œuvre nationale et la conformité avec la mise en œuvre de l’Accord au niveau national. Des informations et conseils limités sont en outre actuellement fournis aux agences nationales de mise en œuvre sur leurs rôles et responsabilités, et les ressources disponibles pour les accomplir. Leur participation aux processus relatifs à l’AEWA est donc restreinte.

Figure 4 : Soumission des rapports nationaux à la MOP de l’AEWA par les Parties contractantes africaines

Le Kit de formation Voies de migration [[12]](#footnote-12) (FTK), développé dans le cadre du projet du PNUE/FEM Wings Over Wetlands (WOW) sur les voies de migration d'Afrique-Eurasie, fournit différents modules visant à améliorer la mise en œuvre de l’AEWA par différents groupes cibles au niveau national. Le kit plaide fortement en faveur d’une approche de la conservation par la voie de migration, dans le cadre de laquelle les oiseaux migrateurs doivent être protégés à tous les stades de leur cycle de vie. Ce kit doit être utilisé, notamment dans la région d’Afrique. Le FTK sert également d’outil pédagogique pour la conservation des oiseaux d'eau migrateurs et il doit être adopté par les Parties contractantes africaines afin d’être utilisé dans les institutions d’enseignement s’occupant de la vie sauvage ; l’institut kényan de formation au service de la faune sauvage (Kenya Wildlife Service Training Institute ou KWSTI) a déjà adopté le FTK en tant que matériel de formation dans son programme. Toutefois, le FTK n’a pas encore été utilisé systématiquement dans le cadre de l’AEWA, en raison de ressources limitées. L’utilisation d’outils de formation complémentaires, tels que le *Cours de formation pour l’identification et le comptage des oiseaux d’eau – Outil pour les formateurs* et le *Manuel sur les oiseaux sauvages et l’influenza aviaire* de la FAO doit également être encouragée. Ces outils et le FTK sont disponibles en français, en anglais et en arabe.

Un renforcement de la capacité est également nécessaire au niveau local, notamment sur les sites clés et autour de ces derniers, y compris l’introduction de compétences de terrain au sein des communautés locales, qui stimule l’engagement dans la surveillance des sites et autres activités, et favorise l’intérêt et le sentiment de responsabilité au niveau local. L’AEWA doit forger des partenariats étroits avec d’autres agences pour la mise en œuvre d’initiatives de renforcement des capacités, notamment les ONG internationales et nationales.

#### *Résultats attendus*

Sur la base de l’analyse précédente, le Plan d’action pour l’Afrique se concentre sur l’accroissement de l’adhésion des États à l’AEWA, le maintien et le soutien du SGF de l’AEWA, l’accroissement du taux de soumission des rapports nationaux, l’amélioration de la capacité du personnel national à mettre en œuvre l’AEWA et l’établissement de mécanismes de coordination nationale pour la mise en œuvre de l’Accord. Les cibles complémentaires (CT4 et CT5) qui ne sont actuellement pas couvertes par le Plan stratégique de l’AEWA seront également prises en main et elles incluent l’amélioration générale de la capacité générale pour l’approche au niveau de la voie de migration de la conservation des oiseaux d'eau migrateurs et le renforcement de la participation des Parties africaines aux processus de l’AEWA.

Une coopération internationale améliorée pour la conservation des oiseaux d'eau migrateurs en Afrique devrait permettre d’atteindre les résultats suivants :

* 5.1.1 : D’ici à 2017, le nombre de Parties contractantes en Afrique est passé à 45, y compris l’Union africaine,
* 5.4.1 : Au moins 50 000 euros sont débloqués par an pour les pays africains pour la mise en œuvre de l’AEWA,
* 5.5.1 : Toutes les Parties contractantes africaines soumettent régulièrement des rapports nationaux complets,
* 5.6.1 : Tous les correspondants nationaux et correspondants locaux techniques de l’AEWA ont reçu une formation sur la mise en œuvre de l’AEWA,
* 5.7.1 : Dans au moins 50 % des Parties contractantes d’Afrique, des mécanismes de coordination nationaux de l’AEWA ont été établis et sont opérationnels sur une base régulière,
* CT/4.1 : dans chaque État de l'aire de répartition africain, au moins deux formateurs ont été formés à donner des cours de formation au moyen du Kit de formation Voie de migration (FTK),
* CT/4.2 : Au moins un atelier national et un cours de formation sur le terrain se servant du FTK ont eu lieu dans chaque Partie contractante,
* CT/4.3 : Le FTK a été incorporé dans les programmes d’au moins cinq instituts de formation sur la faune sauvage en Afrique,
* CT/4.4 : La formation FTK est disponible dans le cadre d’un cours à distance (e-learning) basé dans un institut d’enseignement supérieur,
* CT/5.1 : Une réunion africaine pré-MOP de l’AEWA a trouvé place au cours de chaque période triennale, et
* CT/5.2 : Les correspondants nationaux de chaque Partie contractante ont suivi une formation sur la négociation dans le cadre des accords environnementaux multilatéraux (MEA).

#### *Défis rencontrés dans la réalisation d’une coopération internationale pour la conservation des oiseaux d’eau migrateurs en Afrique*

Les Parties non contractantes d’Afrique australe ont recommandé d’approcher leur adhésion aux traités internationaux par le biais de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC). Un atelier sous-régional sur la promotion de l’adhésion à l’AEWA sera organisé pour les Parties non contractantes de la SADC, en collaboration avec le Secrétariat de la SADC et autres partenaires concernés par la conservation des oiseaux d'eau dans la sous-région. Un atelier similaire sera organisé pour les Parties contractantes d’Afrique centrale, en collaboration avec la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). Des ateliers d’adhésion nationale à l’AEWA seront organisés, le cas échéant, en Afrique de l’Ouest et de l’Est. En collaboration avec le partenaire de BirdLife au Portugal (Sociedade Portuguesa para o Estudo das Aves-SPEA), un atelier d’adhésion sera organisé pour les pays d’Afrique de langue portugaise[[13]](#footnote-13).

Une réunion de haut niveau sera convoquée, qui rassemblera les organisations de l’Union africaine concernées, les comités économiques africains sous-régionaux et autres partenaires concernés de la région, et aura pour objectif de promouvoir l’adhésion de l’Union africaine à l’AEWA. Le gouvernement d’Éthiopie (où se trouvent les quartiers généraux de l’Union africaine) et le gouvernement d’Afrique du Sud (où se trouve le Parlement Panafricain) participeront directement à ce processus.

La MOP de l’AEWA continuera d’allouer au moins 20 000 euros par an au budget principal de l’AEWA pour le programme SGF de l’AEWA en Afrique. En outre, les Parties contractantes à l’AEWA devront fournir des contributions volontaires d’au moins 30 000 euros par an au SGF de l’AEWA en Afrique, pour assurer que ce programme est bien mis en œuvre en Afrique chaque année.

Deux sessions de formation seront organisées pour les rapporteurs nationaux désignés et les correspondants nationaux de l’AEWA concernés par l'établissement du rapport national en ligne. Ceci améliorera leur capacité à se charger du nouveau système de soumission des rapports nationaux en ligne ainsi que le processus national de soumission des rapports en général.

Une étude des mécanismes nationaux de coordination existants pour la mise en œuvre de l’AEWA en Afrique sera réalisée en utilisant les informations des rapports nationaux soumis à la MOP5 et en contact direct, le cas échéant, avec les correspondants nationaux de l’AEWA. Lorsque ce genre de mécanismes de coordination est absent, l’agence de mise en œuvre de l’AEWA sera encouragée à en établir un (de préférence en utilisant l’approche d’un comité de l’AEWA). Les mécanismes nationaux de coordination nouveaux et existants seront (autant que possible) liés ou incorporés aux mécanismes de coordination des MEA dans les pays. Des fonds de démarrage seront fournis aux Parties contractantes pour les aider, le cas échéant, à l’établissement de mécanismes nationaux de coordination.

Au moins un cours de Formation de formateurs (FdF) sur l’approche par la voie de migration de la conservation des oiseaux d'eau migrateurs et des zones humides sera organisé dans chaque sous-région d’Afrique. Des fonds initiaux ont été assurés par l’AEWA et la CMS pour deux cours de FdF destinés à des participants d’Afrique de l’Est et australe, et pour des pays d’Afrique lusophones, cours qui devraient avoir lieu à la mi-2013 (au Kenya et au Mozambique). Des cours de FdF auront également lieu en Afrique de l’Ouest dans le cadre de l’initiative de la voie de migration de la mer des Wadden et du projet BirdLife/MAWA de conservation des oiseaux migrateurs. Avec des fonds assurés par le Secrétariat et d’autres partenaires, les offices nationaux de mise en œuvre seront encouragés à mener des cours de formation nationaux en tant que suivi des FdF sous-régionaux. Des activités liées à l’utilisation du FTK devraient être entreprises dans le cadre du Partenariat après WOW.

En collaboration avec les agences nationales de mise en œuvre d’Afrique et le partenariat après-WOW, le Secrétariat encouragera l’utilisation du FTK au sein des institutions académiques. Un institut d’enseignement supérieur désireux d'héberger un cours d'enseignement à distance sur l'approche par la voie de migration de la conservation et l’utilisation rationnelle des oiseaux d'eau et des zones humides (cours FTK e-learning) sera identifiée et le cours d’enseignement à distance (accessible à tous les États africains de l'aire de répartition) sera mis en place et mis en œuvre. Ceci devrait contribuer à améliorer les connaissances et l’expertise en vue de la conservation des oiseaux d’eau migrateurs sur le continent.

Afin de répondre aux besoins de renforcement de la capacité, les Secrétariats de la CMS et de l’AEWA ont formé une équipe pour faciliter le développement et la mise en œuvre d’activités conjointes de renforcement de la capacité, afin de promouvoir une mise en œuvre efficace des activités et de renforcer les synergies et la coopération entre eux. Les activités visent à renforcer la capacité au sein des institutions nationales responsables de la gestion de la conservation des espèces migratrices, notamment en Afrique.

En tant que part du plan conjoint de renforcement de la capacité, la CMS et l’AEWA faciliteront le développement d’un manuel sur les rôles et les responsabilités des correspondants nationaux de l’AEWA, de la CMS et d’autres instruments CMS, et d’un outil d’apprentissage électronique allant de pair, et ce selon une approche ascendante (en fournissant aux pays la possibilité de répondre à leurs besoins réels). Cet effort sera accompagné d’ateliers complémentaires combinant formation et développement des compétences, et l’apport d’une guidance sur le nouveau système de soumission des rapports en ligne à la CMS comme à l’AEWA. Ceci a pour but de fournir une guidance aux correspondants nationaux sur la mise en œuvre de la CMS et de l’AEWA.

Une réunion africaine régionale, réunissant les correspondants nationaux de l’AEWA de toutes les Parties contractantes africaines et certains correspondants nationaux de Parties non contractantes de la région sera organisée à chaque période triennale. Ceci créera un forum pour discuter et partager les informations sur les principales questions pertinentes pour la conservation des oiseaux d'eau migrateurs en Afrique et permettra aux Parties africaines de déterminer une position commune sur les questions clés ciblés lors de la MOP. Ce genre de réunion servira aussi à former les correspondants nationaux à la négociation dans le cadre des MEA, améliorant ainsi leur participation à l’AEWA et autres processus liés aux MEA.

# Budget prévisionnel

Le budget prévisionnel nécessaire à la réalisation de chaque action (voir Tableau 23 de l’Annexe 1 et Section 6) reflète les fonds qui devraient être alloués au niveau de l’Accord (budget de base de l’AEWA et/ou contributions volontaires). Ceux-ci ne prennent pas en compte les ressources devant être allouées par les agences nationales de mise en œuvre de l’AEWA ou autres parties prenantes au niveau national.

Le Tableau 23 de l’Annexe 1 fournit une vue d’ensemble du budget provisionnel destiné à la mise en œuvre des actions proposées dans le Plan d’action, sur la base des objectifs du Plan stratégique de l’AEWA 2009-2017 et des actions proposées durant les deux périodes triennales concernées (2012/3-2015 et 2016-2017). Des fonds devront être également garantis afin de mettre en œuvre les trois programmes de recherche proposés pour l’Afrique (voir résultat 3.3.1) ainsi que toute Procédure d’évaluation de la mise en œuvre (IRP ; voir résultat 1.3.3). Ces fonds qui dépendront des priorités de recherche définies et des propositions de projet spécifiques ainsi que du nombre de cas d’IRP ne sont donc pas inclus dans le budget provisionnel du présent Plan d’action.

Un montant total provisoire de 9 570 945 euros sera nécessaire pour assurer la mise en œuvre intégrale du Plan d’action pendant la période 2013-2017. Il est proposé qu´environ 53 % de ce montant (5 038 677 euros) soit assuré entre 2012 et 2015, tandis que les 47 % restants (4 532 268 euros) seront recherchés entre 2016 et 2017.

Chaque résultat attendu et les activités du Plan d’action s’y rapportant sont classés par ordre prioritaire d’urgence de mise en œuvre et ainsi par ordre d’urgence d’allocation des fonds disponibles. La priorité de mise en œuvre qui en résulte est indiquée au Tableau 24. Les fonds disponibles devront être destinés à la réalisation des résultats conformément aux priorités relatives. La Figure 5 illustre la répartition du budget selon la priorité de mise en œuvre pour chaque période triennale et pour l’ensemble de la durée du présent Plan d’action.



Figure 5: Budget requis pour la mise en œuvre des actions ayant une priorité absolue, élevée et moyenne pour chaque période triennale

# Mise en œuvre du Plan d’action pour l’Afrique

Il est prévu que le Plan d’action sera mis en œuvre par les États africains de l’aire de répartition, avec le soutien des autres États de l’aire de répartition, le Secrétariat, les organisations partenaires et le secteur privé. Les agences nationales de mise en œuvre, sous la conduite du correspondant national de l’AEWA, traceront les grandes lignes d’un plan de travail national par période triennale en vue de la mise en œuvre nationale du Plan d’action. Elles œuvreront aussi en faveur de l’allocation de ressources financières et autres pour assurer cette mise en œuvre.

Les stratégies destinées à la conduite de chaque action/activité du Plan d’action seront définies au moment de leur mise en œuvre et pourront varier en fonction des pays/sous-régions/fonds disponibles. Toutefois, pour toutes les actions proposées, l’accent sera mis sur le renforcement de la collaboration avec les programmes/projets/activités/ressources existants ou prévus d’organisations partenaires travaillant pour la conservation des oiseaux d’eau migrateurs en Afrique. L’Accord de partenariat sur la voie de migration après le WOW[[14]](#footnote-14) y participera étroitement. Les États africains de l’aire de répartition et le Secrétariat devront initier et entretenir la collaboration avec les Communautés économiques régionales[[15]](#footnote-15) d’Afrique afin d’assurer le soutien légal de la mise en œuvre du Plan d’action. Le Secrétariat sera aussi responsable du démarrage de la collaboration avec les autres États de l’aire de répartition de l’AEWA, les organisations partenaires et le secteur privé pour les actions requérant ce type de collaboration.

Le Secrétariat jouera un rôle central dans la conduite de la mise en œuvre du Plan d’action par le biais du mécanisme de coordination existant pour l’Initiative africaine. Ce mécanisme sera soutenu par des coordinateurs de points focaux au niveau sous-régional qui seront identifié parmi les points focaux nationaux de l’AEWA dans chaque sous-région. Ces coordinateurs guideront la mise en œuvre au niveau sous-régional et recevront un soutien technique à travers le mécanisme de soutien offert par le gouvernement français.

Étant donné que le Plan stratégique constitue le cadre du présent Plan d’action, le modèle du Rapport national en ligne pourrait être adapté pour servir à la fois de rapport à la MOP sur la mise en œuvre nationale de l’AEWA et également sur la mise œuvre du Plan d’action pour l’Afrique. Le rapport du Secrétariat à la MOP comprendra un rapport spécifique sur la mise en œuvre des tâches qu’il a dirigé. Le Secrétariat fera également la liaison avec les diverses organisations partenaires conduisant les différentes tâches en vue d’obtenir un feedback et de pouvoir à son tour communiquer ces informations à la MOP.

# Activités et résultats prévus pour parvenir à un meilleur état de conservation des oiseaux d’eau migrateurs en Afrique

## Actions pour réaliser l’Objectif 1 du Plan stratégique de l’AEWA : Prendre des mesures de conservation pour améliorer ou maintenir l’état de conservation des espèces d’oiseaux d’eau et de leurs populations

Tableau 1 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible 1.1 de l’objectif 1

| Cible 1.1 : Une protection légale complète est accordée à toutes les espèces figurant à la colonne A  |
| --- |
| Résultat | Action | Portée géographique | Calendrier | Budget (€) | Dirigé par  | Observations |
| 1.1.1 : Toutes les PC ont initié un processus en vue d’adopter une législation nationale appropriée protégeant toutes les espèces figurant à la colonne A, tandis que 50 % des Parties contractantes ont adopté cette législation[[16]](#footnote-16) | a. Dresser la liste des espèces figurant à la colonne A pour chaque pays  | Générale | Fin 2012 | 0 | Secrétariat |  |
| b. Analyser les listes par pays au regard de la législation nationale afin d’identifier les lacunes : les PC décident des actions/mesures à prendre pour les espèces présentes dans leur pays, en utilisant les résultats de l’analyse | Générale | Mi-2013 | 0 | PC | Cette action peut être reliée au renforcement de la capacité de l’Objectif 5 |
| c. Développer et adopter/amender une législation pertinente | Générale | 2017 | 0 | Agences nationales de mise en œuvre de l’AEWA de chaque PC |  |

Tableau 2 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible 1.2 de l’objectif 1

| Cible 1.2 : Un réseau complet et cohérent au niveau de la voie de migration de sites protégés et gérés importants, ainsi que d’autres sites gérés de façon adéquate, aux niveaux international et national pour les oiseaux d’eau, est mis en place et entretenu, en tenant compte des réseaux existants et du changement climatique |
| --- |
| Résultat | Action | Portée géographique | Calendrier | Budget (€) | Dirigé par  | Observations |
| 1.2.1 : Toutes les PC ont identifié et reconnu des sites clés qui contribuent à un réseau complet de sites pour les oiseaux d’eau migrateurs | a. Identifier, à l’aide de l’Outil du Réseau de sites critiques - CSN et d’autres sources, les sites clés du réseau dans chaque PC, ainsi que leur statut actuel de protection  | Générale | 2012-2015 | 50 000 | Externalisé en accord avec les PC | L’étude internationale sur les sites (ISR) 2012 fournira des informations sur les sites internationalement importants |
| b. Organiser un atelier par sous-région afin de fournir une formation sur l’Outil CSN à tous les correspondants et experts nationaux dans chaque PC et planifier un travail national de comblement des lacunes | Toutes les PC | 2016-2017 | 35 000 par atelier | Partenariat après WOW |  |
| c. Combler les lacunes de l’inventaire des sites du réseau dans chaque PC, incluant les sites transfrontaliers (enquête et surveillance) | Générale | 2016-2017 (et au-delà) | Min. 50 000 par an | Partenariat après WOW | Fourniture régulière annuelle de fonds au programme de surveillance des oiseaux d’eau en Afrique |
| 1.2.2 : Toutes les PC ont appliqué un statut de protection ou autre type de désignation aux sites du réseau | a. Identifier, à l’aide de l’Outil CSN et d’autres sources, les sites clés du réseau dans chaque PC et leur statut de protection actuel « sur le terrain »  | Générale | 2012-2015 | 50 000 (fourni dans 1.2.1)[[17]](#footnote-17) | Externalisé en accord avec les PC | L’ISR 2012 fournira des informations sur les sites internationalement importants |
| b. Combler les lacunes du statut de protection des sites dans chaque PC, y compris des sites transfrontaliers (designer les sites en tant que sites protégés) | Générale | 2012-2017 et au-delà | Ressources des PC  | Agences responsables de la mise en œuvre de l’AEWA dans chaque PC |  |
|  | c. Donner un statut de protection à au moins 20% de sites supplémentaires dans le réseau de chaque PC, à partir de 2012 | Générale | 2012-2015 | Ressources des PC | Agences chargées de la mise en œuvre de l’AEWA dans chaque PC |  |
| 1.2.3 : Toutes les PC ont mis en place des plans de gestion de site qui prennent en compte les besoins de conservation des oiseaux d’eau, et les mettent en œuvre sur les sites clés du réseau | a. Identifier, à l’aide de l’Outil CSN et d’autres sources, l’état actuel de la couverture de gestion dans chaque PC, et déterminer l’efficacité de la mise en œuvre des plans de gestion existants et le besoin d’une gestion améliorée | Générale | 2012-2015 | 50 000 (fourni dans 1.2.1)[[18]](#footnote-18)  | Externalisé en accord avec les PC | L’ISR 2012 fournira des informations sur les sites internationalement importants |
| b. Établir et mettre en œuvre au moins cinq jumelages de sites nord-sud le long des voies de migration | Générale | 2012-2017 | Ressources des PC  | PC (PC non africaines incluses) | Le Secrétariat établira le lien entre les sites facilitera la procédure de jumelage |
| c. Combler les lacunes dans la couverture de gestion du réseau des sites (préparer/actualiser/réviser et mettre en œuvre les plans de gestion) | Générale | 2012-2017 et au-delà | Ressources des PC  | Agences responsables de la mise en œuvre de l’AEWA dans chaque PC |  |
| d. Élaborer des plans de gestion pour au moins 5% des sites supplémentaires du réseau pour chaque PC à partir de 2012 | Générale | 2013-2017 | Ressources des PC | Agences responsables de la mise en œuvre de l’AEWA dans chaque PC |  |

Tableau 3 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible 1.3 de l’objectif 1

| Cible 1.3 : Des études d’impact environnemental & des évaluations stratégiques environnementales servent à réduire l’impact de nouveaux développements sur les espèces d’oiseau d’eau et leurs populations |
| --- |
| Résultat | Action | Portée géographique | Calendrier | Budget (€) | Dirigé par  | Observations |
| 1.3.1 : Toutes les PC ont mis en place des réglementations qui assurent que des EIE/EES indépendantes sont réalisées dans le cadre des développements proposés et nouveaux, en prenant intégralement en considération leurs impacts cumulatifs environnementaux et socio-économiques, notamment sur les oiseaux d’eau | a. Analyser la législation nationale de chaque PC pour identifier les lacunes en termes d’EIE/EES relatives aux oiseaux d’eau  | Générale | 2012-2014 | 0 | Secrétariat |  |
| b. Faciliter le développement et/ou l’amendement des réglementations EIE/EES identifiées par l’analyse des lacunes | Toutes les PC identifiées | 2012-2017 | Ressources des PC  | Agences responsables de la mise en œuvre de l’AEWA dans chaque PC | Assistance fournie éventuellement par des parties prenantes internationales comme le Centre de droit de l’environnement de l’UICN, l’IAIA, etc. |
| c. Tous les développements d’infrastructures telles que les fermes éoliennes et les lignes électriques font l’objet d’une EIE en raison de leur fort impact sur les oiseaux d’eau migrateurs | Toutes les PC concernées | 2012-2017 | Ressources des PC | Agences responsables de la mise en œuvre de l’AEWA dans chaque PC | Les agences focales de l’AEWA s’assureront de la réalisation des EIE mais ne sont pas tenues de les réaliser. Dans le futur, cette action pourra inclure des EIE/EES relatives au développement de l'agrochimie |
| 1.3.2 : La capacité de tous les responsables gouvernementaux liés à l’AEWA de toutes les PC à participer aux processus d’EIE/EES est améliorée  | a. Organiser au moins quatre ateliers pour les représentants des gouvernements de toutes les PC ; des efforts doivent aussi être réalisés pour renforcer la capacité des ONG, qui doivent souvent éveiller l’attention des gouvernements pour assurer que les rapports sont suffisamment détaillés et que les dispositions de réduction sont judicieuses | Générale | 2012-2017 | 60 000 par atelier | Secrétariat | Identifier des options en vue de synergies avec d’autres AEM sur cette formation ;Identifier les organisations spécialisées qui se chargeront de la formation |
| 1.3.3 : La Procédure d’évaluation de la mise en œuvre de l’AEWA (IRP) sert à résoudre les cas importants de menaces des populations de l’AEWA dans des PC africaines | a. Le Secrétariat de l’AEWA est tenu régulièrement informé de tous les cas majeurs résultant d’activités humaines ayant des effets néfastes réels ou potentiels sur les populations d’oiseaux d’eau de l’AEWA et leurs habitats  | Générale | 2012-2017 | 0 | Agences responsables de la mise en œuvre de l’AEWA dans chaque PC / autres organisations partenaires | L’information n’est transmise que lorsqu’elle est pertinente pour les agences focales de l’AEWA et autres organisations partenaires |
| b. Le financement est assuré pour que l’IRP de l’AEWA soit le cas échéant mis en œuvre  | Générale | 2012-2017 | Selon ce qui est nécessaire pour chaque cas  | Le Secrétariat de l’AEWA en étroite collaboration avec le StC et le TC | S’il y a lieu, l’IRP sera mis en œuvre en étroite collaboration avec d’autres AEM et des organisations partenaires (par ex. le Secrétariat de Ramsar, BirdLife International, Wetlands International) |

Tableau 4 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible 1.4 de l’objectif 1

| Cible 1.4 : Des Plans d’action par espèce (SSAP) sont élaborés et mis en œuvre pour les espèces les plus menacées énumérées dans la catégorie 1 et les catégories 2 et 3 marquées d’un astérisque dans la colonne A du Tableau 1 |
| --- |
| Résultat | Action | Portée géographique | Calendrier | Budget (€) | Dirigé par  | Observations |
| 1.4.1 : Toutes les espèces/populations de l’AEWA mondialement menacées et marquées d’un astérisque présentes en Afrique font l’objet d’un SSAP | a. Élaborer des SSAP pour les 8 espèces/populations restantes et pour une population marquée par un astérisque sans SSAP telles qu’identifiées par l’Étude internationale sur l’élaboration et la mise en œuvre des SSAP (2008) | Tous les pays concernés | 2012-2017 | 40 000 par SSAP | Secrétariat | Des parties prenantes autres que les PC et le Secrétariat sont encouragées à commencer les processus d’avant-projet de SSAP en coordination avec le Secrétariat  |
| 1.4.2 : Tous les SSAP disposent des mécanismes de coordination internationales solides et opérationnels (groupes de travail internationaux de l’AEWA sur les espèces) | a. Tous les États de l’aire de répartition désignent leur représentant national et leur expert national pour chaque ISWG | Tous les États de l’aire de répartition | A la réunion de chaque ISWG  | 0 | États de l’aire de répartition | Le Secrétariat convoque les ISWG  |
| b. Les groupes de travail nationaux pour chaque SSAP sont convoqués et coordonnés par les représentants et les experts nationaux dans chaque État de l’aire de répartition | Tous les États de l’aire de répartition | Dans l’année suivant la réunion de l’ISWG | Ressources des PC  | Les représentants et experts nationaux désignés pour participer à chaque ISWG |  |
| c. Tous les États de l’aire de répartition fournissent chaque année suffisamment de ressources pour entretenir les mécanismes de coordination internationale pour chaque SSAP | Tous les États de l’aire de répartition | Par roulement | 10 000 par mécanisme de coordination | RS en concertation avec le Secrétariat | 2-3 groupes de SSAP dépendent du même mécanisme de coordination |
| d. Recueillir des fonds pour la mise en œuvre des SSAP | Au niveau mondial  | Par roulement | Couvert par le budget ci-dessus | Coordinateurs des ISWG | Au moins un projet financé par SSAP et par an  |

## Actions pour réaliser l’Objectif 2 du Plan stratégique de l’AEWA : Garantir que tout prélèvement d’oiseaux d’eau dans la zone de l’Accord est durable

Tableau 5 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible 2.1 de l’objectif 2

| Cible 2.1 : L’utilisation de la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides est supprimée dans toutes les régions des Parties contractantes |
| --- |
| Résultat | Action | Portée géographique | Calendrier | Budget (€) | Dirigé par  | Observations |
| 2.1.1 : Toutes les PC d’Afrique ont établi un échéancier pour l’application d’une législation interdisant l’utilisation de la grenaille de plomb dans les zones humides | a. Chaque PC a établi un échéancier pour le développement et l’adoption d’une législation/réglementation interdisant l’utilisation de la grenaille de plomb dans les zones humides d'ici 2017, comme prévu dans le Plan stratégique de l’AEWA 2009-2017 | Afrique | 2012-2017 | Ressources des PC | Agences responsables de la mise en œuvre de l’AEWA dans chaque PC | Soutien du Secrétariat et d’autres acteurs tels que le Centre de droit de l’environnement de l’UICN |
| b. Sensibiliser au sujet des impacts négatifs de la grenaille de plomb sur les zones humides et les oiseaux d’eau. Chaque PC de l’Afrique du Nord a élaboré et adopté une législation qui interdit l’utilisation de la grenaille de plomb dans les zones humides | Afrique | 2012-2017 | Ressources des PC  | Agences responsables de la mise en œuvre de l’AEWA dans chaque PC | Lien avec les actions CESP  |

Tableau 6 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible 2.2 de l’objectif 2

| Cible 2.2 : Une collecte coordonnée au niveau international des données sur les prélèvements est mise en place et implémentée |
| --- |
| Résultat | Action | Portée géographique | Calendrier | Budget (€) | Dirigé par  | Observations |
| 2.2.1 : Les modalités encadrant les prélèvements en Afrique (incluant des propositions de gestion et de suivi), permettant la révision et la mise à jour des Lignes directrices de conservation de l’AEWA sur le prélèvement durable des oiseaux d’eau migrateurs sont analysées  | Analyser les origines et les motivations des différentes modalités de prélèvement incluant leur portée géographique, leur force et leur impact et proposer des options de gestion et de suivi :  | Générale | 2013-2017 |  460 000 au total, budget détaillé dans les 5 actions suivantes | Externalisé par le Secrétariat | Liens avec les SSAP, l’écotourisme et la législation. Lien avec le débat sur la viande de brousse. Lien avec le Waterbird Monitoring Partnership. Lien avec la CBNRM |
| a. Développer un cadre commun pour l’analyse des modalités de prélèvement | Afrique | 2013-2014 | 50 000 | Externalisé par le Secrétariat  |  |
| b. Mener au moins 3 études locales/nationales approfondies sur les modalités de prélèvement dans chacune des trois principales sous-régions  | Afrique (Nord, Ouest et centrale, Est et australe) | 2014-2016 | 225 000 | Externalisé par le Secrétariat |  |
| c. Estimer la valeur socio-économique des différentes modalités de prélèvement d’oiseaux d’eau dans les études de cas | Afrique | 2014-2016 | 45 000 | Externalisé par le Secrétariat |  |
| d. Compiler le rapport final sur les modalités de prélèvement en Afrique | Afrique | 2016-2017 | 75 000 | Externalisé par le Secrétariat |  |
| e. Développer une stratégie et un kit de suivi des prélèvements des oiseaux d’eau | Afrique | 2017 et après | 65 000 | Externalisé par le Secrétariat |  |

Tableau 7 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible 2.3 de l’objectif 2

| Cible 2.3 : Des mesures destinées à réduire et éliminer autant que possible les prélèvements illégaux d’oiseaux d’eau, l’utilisation d’appâts empoisonnés ainsi que les méthodes de prélèvements non sélectives sont élaborées et implémentées |
| --- |
| Résultat | Action | Portée géographique | Calendrier | Budget (€) | Dirigé par  | Observations |
| 2.3.1 : Toutes les PC possèdent et appliquent des législations appropriées qui permettent de réduire, et autant que possible d’éliminer les prélèvements illégaux, l’utilisation d’appâts empoisonnés et autres méthodes non sélectives ainsi que le commerce illégal  | a. Compiler des informations pertinentes fournies par le biais des rapports soumis à la MOP5 et/ou par d’autres sources, et identifier les lacunes | Générale | 2012 | 0 | Secrétariat | Lien avec la CITES |
| b. Chaque PC développe, adopte et applique une législation basée sur cette synthèse et sur l’étude des prélèvements (résultats de la Cible 2.2) | Générale | 2015-2017 et au-delà | Ressources des PC  | Agences responsables de la mise en œuvre de l’AEWA dans chaque PC | Soutien fourni par le Secrétariat et d’autres parties prenantes tel que le CDE de l’UICN ainsi que par les rapports nationaux de l’AEWA  |
| c. Élaborer et mettre en œuvre des projets pilotes dans chaque sous-région pour fournir aux communautés locales des moyens de subsistance de remplacement en tant que moyen d’assurer le respect de la législation  | Afrique du Nord, de l’Ouest, centrale, de l’Est et australe | 2012-2017 | 250 000 par sous-région | Secrétariat | En collaboration avec les organisations partenaires ayant de l’expertise sur le terrain ; solliciter un financement auprès des agences de développement |

Tableau 8: Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible complémentaire 1 de l'objectif 2

| Cible complémentaire 1 : Des modèles touristiques durables consommateurs et non-consommateurs, basés sur les zones humides et les oiseaux d'eau, sont développés et intégrés aux stratégies nationales et aux plans de gestion |
| --- |
| Résultat | Action | Portée géographique | Calendrier | Budget (€) | Dirigé par | Observations |
| CT/1.1 : Des études de cas évaluant l’importance du tourisme pour la conservation des oiseaux d’eau sont publiées et disséminées  | a. Mener au moins 3 études de cas sur le développement d'options touristiques réussies, incluant des formes consommatrices, non-consommatrices et intégrées  | Afrique : étude de cas dans chaque sous-région principale (Afrique du Nord, Ouest et centrale, de l’Est et australe) | 2013-2016 | 270 000 | Les PC des pays menant des études de cas en partenariat avec le Secrétariat et d’autres partenaires | Liens avec Ramsar. Inclure des sites où les oiseaux d’eau constituent l’attraction principale des visiteurs. Prendre en compte les activités de CBNRM de CT/2. |
| CT/1.2 : Les Lignes directrices de l’AEWA relatives au développement écotouristique dans les zones humides sont révisées et mises à jour en fonction des études de cas  | a. Faire la synthèse des diverses options touristiques consommatrices et non-consommatrices basées sur les zones humides et les oiseaux d’eau, et promouvoir des modèles appropriés à intégrer aux stratégies nationales et aux plans de gestion | Afrique | 2017 | 30 000 | Externalisé par le Secrétariat et/ou les bailleurs de fonds |  |

Tableau 9: Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible complémentaire 2 de l'objectif 2

| Cible complémentaire 2 : Des stratégies CBNRM relatives aux zones humides et aux oiseaux d’eau sont développées pour soutenir le développement rural et améliorer la conservation  |
| --- |
| Résultat | Action | Portée géographique | Calendrier | Budget (€) | Dirigé par | Observations |
| CT/2.1 La promotion de la gestion communautaire des ressources naturelles (CBNRM) relative aux oiseaux d’eau et aux zones humides est réalisée au travers de 5 projets réussis | a. Développer et mettre en œuvre 5 projets pilotes qui améliorent localement les conditions de vie et incitent à la prise en compte des questions de conservation sur des sites clés au travers de la CBNRM relative aux oiseaux d’eau et aux zones humides | Afrique : un projet pilote dans chaque sous-région de l’AEWA | 2013-2017 | 1 200 000 | Externalisé par le Secrétariat et/ou les bailleurs de fonds | Lien avec les stratégies de collecte et le tourisme ainsi qu’avec Ramsar |
| CT/2.2 La Stratégie CBNRM relative aux oiseaux d’eau et aux zones humides est élaborée, publiée et diffusée | a. Produire un rapport stratégique sur la CBNRM relative aux oiseaux d’eau et aux zones humides basé sur les 5 projets pilotes et sur d’autres sources d’information pertinentes | Générale | 2017 | 50 000 | Externalisé par le Secrétariat |  |

## Actions pour réaliser l’Objectif 3 du Plan stratégique de l’AEW A: Améliorer les connaissances sur les espèces et leurs populations, les voies de migration et les menaces comme fondement de l’action de conservation

Tableau 10 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible 3.1 de l’objectif 3

| Cible 3.1 : Les ressources nécessaires sont en place pour soutenir, à long terme, les processus internationaux de collecte de données de surveillance pour l’évaluation de l’état de conservation |
| --- |
| Résultat | Action | Portée géographique | Calendrier | Budget (€) | Dirigé par  | Observations |
| 3.1.1 : Amélioration de la quantité et qualité des données sur les populations d’oiseaux d’eau disponibles pour l’Afrique | a. Assurer un financement annuel régulier pour les Dénombrements internationaux des oiseaux d’eau (IWC) coordonné par Wetlands International  | Générale | 2012-2017 | 100 000 par an | Les PC conjointement avec le Secrétariat, Wetlands International et le partenariat de surveillance des oiseaux d’eau | Les mêmes sites devraient être suivis chaque année en utilisant les mêmes méthodes |
| b. Identifier les possibilités de collaboration entre partenaires et de partage des ressources | Générale | 2012-2017 | 0 | Les PC en partenariat avec Wetlands International et autres partenaires |  |
| c. Élaborer des lignes directrices pour le soutien et le développement du IWC | Générale | 2012-2017 | 100 000 | Les PC en partenariat avec Wetlands International et autres partenaires |  |
| 3.1.2. : De meilleures données sur l’état et les pressions exercées sur les sites clés d’Afrique, et les réponses apportées, au moyen de la surveillance des IBA | a. Familiariser les PC avec les méthodes de surveillance des IBA et initier ce suivi dans au moins 20% des CP | Générale | 2012-2017 | 50 000 | BirdLife International Afrique | La surveillance des IBA fournit des informations sur les menaces et les actions de conservation, ce qui aide à expliquer les tendances obtenues au moyen de l’IWC, et permet de planifier les actions pertinentes pour sauvegarder les sites et les habitats |

Tableau 11 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible 3.2 de l’objectif 3

| Cible 3.2 : Les capacités des systèmes nationaux de surveillance pour évaluer l’état de conservation des oiseaux d’eau sont mises en place, entretenues et développées plus avant |
| --- |
| Résultat | Action | Portée géographique | Calendrier | Budget (€) | Dirigé par  | Observations |
| 3.2.1 : La moitié des PC dispose toute l’année (s’il y a lieu) de systèmes de surveillance qui sont bien intégrés dans les structures et les plans de travail nationaux | a. Examiner le statut des programmes nationaux de surveillance dans chaque PC et souligner les priorités pour le développement futur | Générale | 2012-2017 | 80 000 | Externalisé par le Secrétariat | La moitié des PC sera examinée en 2012-2015, l’autre moitié restante en 2016-2017 |
| b. Actualiser, traduire et diffuser le module de formation de l’ONCFS sur la surveillance des oiseaux d’eau dans l’Afrique sub-saharienne | Sans objet | 2013-2014 | 80 000 | Externalisé par le Secrétariat et en étroite collaboration avec le ministère français de l’Écologie, du Développement durable et de l’Énergie, et l’ONCFS | À utiliser dans le cadre de la capacité du Recensement des oiseaux d’eau d’Afrique et le jumelage nord-sud des programmes de surveillance |
| c. Renforcer les capacités des compteurs d’oiseaux et généraliser l’utilisation de matériel optique | Générale | 2012-2017 | PC | Les PC en partenariat avec Wetlands International et autres partenaires | Lien avec les cibles de renforcement des capacités |
| d. Mettre en œuvre des projets de jumelage nord-sud pour le renforcement ou la mise en place des programmes de surveillance | Les PC examinées pendant la période triennale 2012-2015 | 2016-2017 et au-delà | Ressources des PC  | Secrétariat, PC (PC non africaines incluses) |  |

Tableau 12 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible 3.3 de l’objectif 3

| Cible 3.3 : Les agences publiques nationales responsables, les institutions universitaires ainsi que d’autres instituts actifs dans la recherche sur les espèces sauvages sont encouragés à établir des programmes de recherche destinés à soutenir la mise en œuvre des priorités de conservation des oiseaux d’eau |
| --- |
| Résultat | Action | Portée géographique | Calendrier | Budget (€) | Dirigé par  | Observations |
| 3.3.1: De nouveaux programmes de recherche en relation avec l’AEWA sont mis en place en Afrique, qui améliorent considérablement les connaissances sur les populations d’oiseaux d’eau migrateurs | a. Identifier les besoins de recherche prioritaires pour l’Afrique et élaborer les propositions de recherche appropriées | Générale | 2012-2014 | 40 000 | Externalisé par le Secrétariat | Processus conjoint engageant les institutions de recherche africaines et eurasiennes |
| b. Recueillir des fonds et mettre en œuvre les propositions de recherche | Selon ce qui a été identifié | 2015-2017 et au-delà | Selon ce qui a été identifié | Instituts de recherche | Processus conjoint engageant les institutions de recherche africaines et eurasiennes |
| 3.3.2 : La capacité scientifique est accrue en Afrique grâce aux bourses/ programmes d’échange sur des questions se rapportant à l’AEWA avec la participation d’organismes de recherche et d’éducation européens et africains  | a. Développer un concept pour un programme de bourses/ d’échange spécial AEWA qui inclut les institutions de recherche, les universités et les écoles de faune d’Afrique | Sans objet | 2012-2014 | 10 000 | Externalisé par le Secrétariat | En collaboration avec le TC |
| b. Mettre au point et diffuser le programme de bourses/ d’échange spécial AEWA  | Générale | 2015-2016 | 20 000 | Externalisé par le Secrétariat | Conjointement avec des universités intéressées à participer |

Tableau 13: Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible 3.4 de l’objectif 3

| Cible 3.4 : Les meilleures pratiques, y compris les connaissances traditionnelles notamment, dans les programmes de conservation des oiseaux d’eau sont rassemblées et intégrées  |
| --- |
| Résultat | Action | Portée géographique | Calendrier | Budget (€) | Dirigé par  | Observations |
| 3.4.1: Chaque PC a publié au moins une meilleure pratique importante pour l’AEWA dans les revues nationales ou sous-régionales appropriées et les revues en ligne | a. Promouvoir la publication par des praticiens de la conservation d’articles sur les meilleures pratiques en matière de conservation des oiseaux d’eau et de la voie de migration dans les revues nationales ou sous-régionales appropriées et les revues en ligne  | Générale | 2012-2017 | 0 | Secrétariat | Un journal en ligne potentiel (en anglais) est [www.conservation evidence.com](file:///%5C%5Canton.unv.org%5Croot%5Chosted%5CShares%5CAEWA%5CPROJ-African%20Initiative%5CAFRICAN%20INITIATIVE%5CAEWA%20Plan%20of%20Action%20for%20Africa%5CPost%20MOP%20PoA%5CPre-release%20version_TC11%20meeting%5Cwww.conservation%20evidence.com) |

Tableau 14 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible complémentaire 3 de l’objectif 3

| Cible complémentaire 3 : La quantité et la qualité des données sur les mouvements d’oiseaux d’eau sont améliorées |
| --- |
| Résultat | Action | Portée géographique | Calendrier | Budget (€) | Dirigé par  | Observations |
| CT/3.1 : Les capacités panafricaines et nationales pour le baguage des oiseaux d’eau sont renforcées dans le cadre d’AFRING | a. Institutionnaliser la gouvernance d’AFRING et mettre en place sa stratégie  | Générale | 2012-2013 | 15 000 | Le Secrétariat et le coordinateur d’AFRING  |  |
| b. Démarrer la mise en œuvre de la stratégie d’AFRING  | Générale | 2014-2015 | 50 000 de financement de démarrage | Organe directeur d’AFRING en coopération avec le Secrétariat |  |
| c. Organiser deux cours de baguage, l’accent étant mis sur les pays francophones  | Afr. de l’Ouest, centrale et du Nord | 2014-2016 | 30 000 par atelier | Coordinateur d’AFRING |  |
| CT/3.2 : Les technologies modernes de suivi des déplacements des oiseaux d’eau (y compris le marquage coloré) sont plus largement utilisées et les capacités sont renforcées à ce sujet  | a. Promouvoir et augmenter l’utilisation de technologies modernes de suivi des déplacements des oiseaux d’eau telles que le marquage coloré, la télémétrie, les isotopes stables et les émetteurs GPS  | Générale | 2012-2017 | 100 000 | Les PC en partenariat avec Wetlands International et autres partenaires |  |

## Actions pour réaliser l’Objectif 4 du Plan stratégique de l’AEWA : Améliorer la communication, l’éducation et la sensibilisation du public (CESP) sur les espèces d’oiseaux migrateurs, leurs voies de migration, leur rôle dans la réduction de la pauvreté, les menaces auxquelles elles sont confrontées et la nécessité de mesures destinées à leur conservation et à celle de leurs habitats

Tableau 15 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible 4.3 de l’objectif 4

| Cible 4.3 : La sensibilisation et la compréhension face aux questions de conservation des oiseaux d’eau en général et notamment aux questions relatives à l’AEWA sont intensifiées à tous les niveaux au sein des Parties contractantes |
| --- |
| Résultat | Action | Portée géographique | Calendrier | Budget (€) | Dirigé par  | Observations |
| 4.3.1 : Au moins 25 % des PC africaines ont élaboré et mettent en œuvre des programmes axés sur la sensibilisation à la conservation des oiseaux d’eau et à l’AEWA ainsi qu’à leur compréhension | a. Toutes les PC ont nommé et communiqué au Secrétariat un correspondant national de l’AEWA pour les questions de CESP | Générale | 2013-2014 | 0 | Les PC | En fonction des besoins des PC. Optimiser la synergie entre Ramsar, les Points focaux CESP Ramsar et les correspondants nationaux de l’AEWA  |
| b. Développer et produire un kit de communication fournissant du matériel de sensibilisation | Sans objet | 2012-2014 | 100 000 | Secrétariat | Le kit de communication sera disponible en anglais et en français, et si les fonds sont suffisants aussi en arabe et en portugais ;Le public ciblé est le grand public et les secteurs qui ne sont pas directement engagés dans la conservation de la nature |
| c. Adapter le kit de communication au contexte national, traduire dans les langues locales si nécessaire | Générale | 2013-2017 | 100 000 | Correspondants nationaux pour la CESP  |  |
| d. Organiser trois ateliers afin de dispenser une formation aux correspondants CESP nationaux  | Générale | 2015-2016 | 35 000 par atelier+ 20 000 pour un formateur | Externalisé par le Secrétariat |  |
| e. Chaque PC a mis au point et met en œuvre un programme national de CESP | Générale | 2017-(2018) | Ressources des PC  | Correspondants nationaux pour la CESP |  |
| 4.3.2 : La Journée Mondiale des Oiseaux Migrateurs (JMOM) est célébrée dans chaque PC | a. Fournir un financement de démarrage à chaque PC | Générale | 2013-2017 | 500 par PC | Secrétariat | Possibilité d’organiser des événements à d’autres moments de l’année par ex. liés à la Journée mondiale des zones humides, lorsque davantage d’oiseaux d’eau migrateurs sont présents en Afrique |
| b. Organiser chaque année un grand événement JMOM en Afrique, ainsi que des événements coordonnés au niveau sous-régional et des événements majeurs impliquant l’Union africaine | Générale | 2012-2017 | 10 000 par événement  | Les correspondants nationaux pour la CESP en coopération avec le Secrétariat  |  Chaque année une sous-région différente. Lien potentiel avec les Points focaux CESP (4.3.1) |

## Actions pour réaliser l’Objectif 5 du Plan stratégique de l’AEWA : Améliorer la capacité des États de l’aire de répartition et la coopération et les capacités internationales pour la conservation des espèces d’oiseaux migrateurs et de leurs voies de migration

Tableau 16 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible 5.1 de l’objectif 5

| Cible 5.1 : Le nombre d’adhérents à l’Accord s’accroît en Afrique |
| --- |
| Résultat | Action | Portée géographique | Calendrier | Budget (€) | Dirigé par  | Observations |
| 5.1.1: D’ici 2017, le nombre de Parties contractantes en Afrique est passé à 45, y compris l’Union africaine | a. Organiser des ateliers sous-régionaux sur l’adhésion en Afrique australe (dans le cadre de SADC), en Afrique centrale (dans le cadre de la CEMAC) et dans les pays africains lusophones [[19]](#footnote-19) | PC d’Afrique australe, centrale, et PC lusophones  | 2012-2016 | 50 000 par atelier | Secrétariat |  |
| b. Organiser au moins deux ateliers sur l’adhésion, en particulier en Afrique de l’Ouest | Afrique de l’Ouest | 2012-2015 | 15 000 par atelier | Secrétariat |  |
| c. Les PC présentes dans le Comité permanent contactent chaque partie non contractante de leur région respective  | Générale | Par roulement | 0 | PC représentées dans le Comité permanent |  |
| d. Conduire une réunion de haut niveau réunissant les PC, les organes concernés de l’UA et le Secrétariat  | Sans objet | 2014 | 60 000 | Au moins l’Éthiopie et l’Afrique du Sud et d’autres pays qui seront identifiés  |  |

Tableau 17 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible 5.4 de l’objectif 5

| Cible 5.4 : Le Fonds de petites subventions (SGF) est activé |
| --- |
| Résultat | Action | Portée géographique | Calendrier | Budget (€) | Dirigé par  | Observations |
| 5.4.1 : Au moins 50 000 euros sont débloqués annuellement pour les pays africains pour la mise en œuvre de l’AEWA | a. Continuer à allouer au moins 20 000 EUR par an dans le budget de base de l’AEWA pour le SGF en Afrique | Générale | Par roulement | 20 000 | Les PC |  |
| b. Les PC donatrices versent des contributions volontaires pour un montant d’au moins 30 000 EUR pour le SGF en Afrique | Sans objet | Par roulement | 30 000 | Les PC donatrices |  |

Tableau 18 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible 5.5 de l’objectif 5

| Cible 5.5 : Le taux de soumission des rapports nationaux augmente |
| --- |
| Résultat | Action | Portée géographique | Calendrier | Budget (€) | Dirigé par  | Observations |
| 5.5.1 : Toutes les PC africaines soumettent régulièrement des rapports nationaux complets | a. Organiser deux ateliers nationaux de formation relatifs aux rapports destinés aux responsables et correspondants nationaux | Générale | 2013-2014 | 75 000 par atelier | Secrétariat |  |

Tableau 19 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible 5.6 de l’objectif 5

| Cible 5.6 : Les capacités du personnel national pour la mise en œuvre de l’Accord sont accrues au moyen de mécanismes de formation appropriés  |
| --- |
| Résultat | Action | Portée géographique | Calendrier | Budget (€) | Dirigé par  | Observations |
| 5.6.1 : Tous les correspondants nationaux et les correspondants techniques ont reçu une formation sur la mise en œuvre de l’AEWA | a. Élaborer un module de formation sur la mise en œuvre de l’AEWA destiné au personnel des autorités nationales de mise en œuvre  | Sans objet | 2012-2013 | 150 000 | Secrétariats AEWA et CMS (externalisent une partie du travail) | Lien avec les activités conjointes CMS/AEWA relatives au renforcement des capacités  |
| b. Organiser deux ateliers nationaux de formation destinés aux correspondants nationaux et aux correspondants techniques | Générale (les ateliers pourront être sous-régionaux ou définis en fonction de la langue) | 2016-2017 | 100 000 par atelier | Secrétariats AEWA et CMS (encadrant pour sous-traiter le travail) | Évaluer la faisabilité de l’organisation d’ateliers sur une base géographique ou linguistique |

Tableau 20 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible 5.7 de l’objectif 5

| Cible 5.7 : Un mécanisme de coordination nationale approprié pour la mise en œuvre de l’AEWA en accord avec des mécanismes de coordination nationale pour d’autres AEM sur la biodiversité est mis en place |
| --- |
| Résultat | Action | Portée géographique | Calendrier | Budget (€) | Dirigé par  | Observations |
| 5.7.1 : Dans au moins 50 % des Parties contractantes africaines, les mécanismes de coordination de l’AEWA ont été mis en place et sont opérationnels sur une base régulière | a. Sur la base des rapports nationaux présentés, identifier quelles PC n’ont pas encore des mécanismes de coordination nationale établis ou opérationnels | Générale | 2012 | 0 | Secrétariat | En supposant que :Toutes les PC ont présenté des rapports nationaux dûment remplis |
| b. Fournir des orientations aux PC pour la mise en place et/ou le fonctionnement d’un mécanisme national de coordination | Selon ce qui a été identifié | 2013-2017 | 3 000 par PC | Secrétariat |  |
| c. Renforcer la coordination entre MEA en particulier entre l’AEWA et Ramsar | Générale | En continu | Ressources des PC | Points focaux MEA |  |

Tableau 21 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible complémentaire 4 de l’objectif 5

| Cible complémentaire 4 : La capacité générale et l’expertise des États de l’aire de répartition à l’égard de l’approche par la voie de migration de la conservation et l’usage judicieux des oiseaux d’eau et des zones humides est accrue |
| --- |
| Résultat | Action | Portée géographique | Calendrier | Budget (€) | Dirigé par  | Observations |
| CT/4.1 : Dans chaque État de l’aire de répartition africain, au moins deux formateurs ont été formés à donner des cours de formation au moyen du Kit de formation Voie de migration (FTK) | a. Organiser des ateliers de Formation des Formateurs (FdF) dans chaque sous-région basés sur le FTK | Afrique de l’Est, australe, de l’Ouest, centrale et du Nord | 2013-2017 | 75 000 par atelier | Partenariat après WOW | Évaluer la faisabilité de l’organisation d’ateliers sur une base géographique ou linguistique |
| CT/4.2 : Au moins un atelier national de formation se servant du FTK et un cours de formation sur le terrain ont eu lieu dans chaque PC | a. Recueillir des fonds pour au moins un atelier national par sous-région | Sans objet | 2016-2017 | 5 000 par atelier | Partenariat après WOW |  |
| b. Les formateurs nationaux en collaboration avec les correspondants nationaux organisent des ateliers nationaux de formation FTK et des formations de terrain | Toutes les PC | 2014-2017 | Ressources des PC + les fonds recueillis dans l’action ci-dessus  | Les PC |  |
| CT/4.3: Le FTK a été incorporé dans les programmes d’au moins cinq instituts de formation sur la faune sauvage en Afrique | a. Les correspondants nationaux encouragent l’utilisation du FTK auprès des institutions de formation  | Toutes les régions | 2013-2017 | 50 000 | Points focaux nationaux de l’AEWA en coopération avec le Secrétariat | Inclure les écoles nationales telles que Garoua (francophone) et Mweka (anglophone) |
| CT/4.4 : Le FTK est disponible dans le cadre d’un cours à distance (e-learning) basé dans un institut d’enseignement supérieur | a. Identifier un institut d’enseignement supérieur qui hébergera le cours FTK à distance | Sans objet | 2012-2013 | 0 | Partenariat après WOW en coopération avec le Secrétariat et les PC | Identifier les institutions nationales et évaluer la faisabilité/intérêt |
| b. Mise en place et diffusion du cours FTK à distance | Sans objet | 2016-2017 | 60,000 | Partenariat après WOW en coopération avec l’institut d’enseignement supérieur |  |

Tableau 22 : Résultats et actions pour la mise en œuvre de la cible complémentaire 5 de l’objectif 5

| Cible complémentaire 5 : L’engagement des PC africaines dans les processus de l’AEWA est renforcé |
| --- |
| Résultat | Action | Portée géographique | Calendrier | Budget (€) | Dirigé par  | Observations |
| CT/5.1 : Une réunion régionale africaine préparatoire à la MOP de l’AEWA a eu lieu au cours de chaque période triennale | a. Organiser deux réunions africaines pré-MOP  | Générale | 2013-2015 et 2016-2017/18  | 60 000 par réunion | Secrétariat | Potentiellement liée aux réunions pré-COP de Ramsar |
| CT/5.2 : Les correspondants nationaux de chaque PC ont suivi une formation sur la négociation aux AEM | a. Organiser un atelier de formation par période triennale | Générale | 2013-2017 | 30 000 par atelier | Secrétariat | Lié aux réunions africaines pré-MOP/MOP  |

# Annexe 1

Tableau 23: Récapitulatif du budget (en euros) pour la mise en œuvre et la coordination du Plan d’action, basé sur les priorités du Plan stratégique 2009-2017

| **Objectif/Cible/Résultat** | **2013 - 2015** | **2016 - 2017** | **2013-2017** | **Priorité** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|   |   |   |   |   |
| **Objectif 1: Prendre des mesures de conservation pour améliorer ou maintenir l’état de conservation des espèces d’oiseaux d’eau et de leurs populations** |
| **1.1.1 Toutes les PC ont initié un processus en vue d’adopter une législation nationale appropriée protégeant toutes les espèces figurant à la colonne A, tandis que 50 % des Parties contractantes ont adopté cette législation**  |  |  |  | **Absolue** |
| a - Dresser la liste des espèces figurant à la colonne A pour chaque pays | 0 | 0 | 0 |   |
| b - Analyser les listes par pays au regard de la législation nationale afin d’identifier les lacunes : les PC décident des actions/mesures à prendre pour les espèces présentes dans leur pays, en utilisant les résultats de l’analyse | 0 | 0 | 0 |   |
| c - Développer et adopter/amender une législation pertinente |   | 0 | 0 |   |
| ***Sous-total 1.1.1:*** | ***0*** | ***0*** | ***0*** |   |
| **1.2.1 Toutes les PC ont identifié et reconnu des sites clés qui contribuent à un réseau complet de sites pour les oiseaux d’eau migrateurs** |  |  |  | **Absolue** |
| a - Identifier, à l’aide de l’Outil du Réseau de sites critiques - CSN et d’autres sources, les sites clés du réseau dans chaque PC, ainsi que leur statut actuel de protection | 50 000 | 0 | 50 000 |   |
| b - Organiser un atelier par sous-région afin de fournir une formation sur l’Outil CSN à tous les correspondants et experts nationaux dans chaque PC et planifier un travail national de comblement des lacunes@ 35 000€/atelier | 0 | 175 000 | 175 000 |   |
| c - Combler les lacunes de l’inventaire des sites du réseau dans chaque PC, incluant les sites transfrontaliers (enquête et surveillance) @ min 50 000€/an | 0 | 100 000 | 100 000 |   |
| ***Sous-total 1.2.1:*** | ***50 000*** | ***275 000*** | ***325 000*** |  |
| **1.2.2 Toutes les PC ont appliqué un statut de protection ou autre type de désignation aux sites du réseau** |  |  |  | **Absolue** |
| a - Identifier les sites clés du réseau dans chaque PC et leur statut de protection actuel « sur le terrain » | 0 | 0 | 0 |   |
| b - Combler les lacunes du statut de protection des sites dans chaque PC, y compris des sites transfrontaliers (designer les sites en tant que sites protégés) | 0 | 0 | 0 |   |
| c - Donner un statut de protection à au moins 20% de sites supplémentaires dans le réseau de chaque PC, à partir de 2012 | 0 | 0 | 0 |  |
| ***Sous-total 1.2.2:*** | ***0*** | ***0*** | ***0*** |  |
| **1.2.3 Toutes les PC ont mis en place des plans de gestion de site qui prennent en compte les besoins de conservation des oiseaux d’eau, et les mettent en œuvre sur les sites clés du réseau** |  |  |  | **Absolue** |
| a - Identifier, à l’aide de l’Outil CSN et d’autres sources, l’état actuel de la couverture de gestion dans chaque PC, et déterminer l’efficacité de la mise en œuvre des plans de gestion existants et le besoin d’une gestion améliorée | 0 | 0 | 0 |   |
| b - Établir et mettre en œuvre au moins cinq jumelages de sites nord-sud le long des voies de migration | 0 | 0 | 0 |   |
| c - Combler les lacunes dans la couverture de gestion du réseau des sites (préparer/actualiser/réviser et mettre en œuvre les plans de gestion) | 0 | 0 | 0 |   |
| d - Élaborer des plans de gestion pour au moins 5% des sites supplémentaires du réseau pour chaque PC à partir de 2012 | 0 | 0 | 0 |  |
| ***Sous-total 1.2.3:*** | ***0*** | ***0*** | ***0*** |  |
| **1.3.1: Toutes les PC ont mis en place des réglementations qui assurent que des EIE/EES indépendantes sont réalisées dans le cadre des développements proposés et nouveaux, en prenant intégralement en considération leurs impacts cumulatifs environnementaux et socio-économiques, notamment sur les oiseaux d’eau** |  |  |  | **Élevée**  |
| a - Analyser la législation nationale de chaque PC pour identifier les lacunes en termes d’EIE/EES relatives aux oiseaux d’eau | 0 | 0 | 0 |   |
| b - Faciliter le développement et/ou l’amendement des réglementations EIE/EES identifiées par l’analyse des lacunes | 0 | 0 | 0 |   |
| c - Tous les développements d’infrastructures telles que les fermes éoliennes et les lignes électriques font l’objet d’une EIE en raison de leur fort impact sur les oiseaux d’eau migrateurs | 0 | 0 | 0 |  |
| ***Sous-total 1.3.1*** | ***0*** | ***0*** | ***0*** |  |
| **1.3.2 : La capacité de tous les responsables gouvernementaux liés à l’AEWA de toutes les PC à participer aux processus d’EIE/EES est améliorée** |  |  |  | **Élevée** |
| a - Organiser au moins quatre ateliers pour renforcer les capacités concernant les EIE/EES @60 000€/atelier | 120 000 | 120 000 | 240 000 |   |
| ***Sous-total 1.3.2:*** | ***120 000*** | ***120 000*** | ***240 000*** |  |
| **1.3.3: La Procédure d’évaluation de la mise en œuvre de l’AEWA (IRP) sert à résoudre les cas importants de menaces des populations de l’AEWA dans des PC africaines** |  |  |  | **Élevée** |
| a - Le Secrétariat de l’AEWA est tenu régulièrement informé de tous les cas majeurs résultant d’activités humaines ayant des effets néfastes réels ou potentiels sur les populations d’oiseaux d’eau de l’AEWA et leurs habitats | 0 | 0 | 0 |   |
| b - Le financement est assuré pour que l’IRP de l’AEWA soit le cas échéant mis en œuvre | 0 | 0 | 0 |   |
| ***Sous-total 1.3.3:*** | ***0*** | ***0*** | ***0*** |  |
| **1.4.1: Toutes les espèces/populations mondialement menacées et marquées d’un astérisque présentes en Afrique font l’objet d’un SSAP** |  |  |  | **Élevée** |
| a - Élaborer des SSAP pour les 8 espèces/populations restantes et pour une population marquée par un astérisque sans SSAP telles qu’identifiées par l’Étude internationale sur l’élaboration et la mise en œuvre des SSAP (2008) @ 40 000€/SSAP | 200 000 | 160 000 | 360 000 |   |
| ***Sous-total 1.4.1:***  | ***200 000*** | ***160 000*** | ***360 000*** |  |
| **1.4.2: Tous les SSAP disposent des mécanismes de coordination internationales solides et opérationnels (groupes de travail internationaux de l’AEWA sur les espèces)** |  |  |  | **Élevée** |
| a - Tous les États de l’aire de répartition désignent leur représentant national et leur expert national pour chaque ISWG | 0 | 0 | 0 |   |
| b - Les groupes de travail nationaux pour chaque SSAP sont convoqués et coordonnés par les représentants et les experts nationaux dans chaque État de l’aire de répartition | 0 | 0 | 0 |   |
| c - Tous les États de l’aire de répartition fournissent chaque année suffisamment de ressources pour entretenir les mécanismes de coordination internationale pour chaque SSAP @ min. 10 000€/SSAP coordination | 150 000 | 200 000 | 350 000 |   |
| d - Recueillir des fonds pour la mise en œuvre des SSAP | 0 | 0 | 0 |   |
| ***Sous-total 1.4.2:***  | ***150 000*** | ***200 000*** | ***350 000*** |  |
|  |  |  |  |  |
| **Sous-total - Objectif 1:** | **520 000** | **755 000** | **1 275 000** |  |
|   |   |   |   |   |
| **Objectif 2: Garantir que tout prélèvement d’oiseaux d’eau dans la zone de l’Accord est durable** |
| **2.1.1: Toutes les PC d’Afrique ont établi un échéancier pour l’application d’une législation interdisant l’utilisation de la grenaille de plomb dans les zones humides** |  |  |  | **Moyenne** |
| a - Chaque PC a établi un échéancier pour le développement et l’adoption d’une législation/réglementation interdisant l’utilisation de la grenaille de plomb dans les zones humides | 0 | 0 | 0 |   |
| b - Sensibiliser au sujet des impacts négatifs de la grenaille de plomb sur les zones humides et les oiseaux d’eau. Chaque PC de l’Afrique du Nord a élaboré et adopté une législation qui interdit l’utilisation de la grenaille de plomb dans les zones humides | 0 | 0 | 0 |   |
| ***Sous-total 2.1.1:***  | ***0*** | ***0*** | ***0*** |  |
| **2.2.1: Les modalités encadrant les prélèvements en Afrique (incluant des propositions de gestion et de suivi), permettant la révision et la mise à jour des Lignes directrices de conservation de l’AEWA sur le prélèvement durable des oiseaux d’eau migrateurs sont analysées** |  |  |  | **Absolue** |
| a - Développer un cadre commun pour l’analyse des modalités de prélèvement | 50 000 | 0 | 50 000 |   |
| b - Mener au moins 3 études locales/nationales approfondies sur les modalités de prélèvement dans chacune des trois principales sous-régions |  150 000 | 75 000 | 225 000 |   |
| c - Estimer la valeur socio-économique des différentes modalités de prélèvement d’oiseaux d’eau dans les études de cas | 30 000 | 15 000 | 45 000 |  |
| d - Compiler le rapport final sur les modalités de prélèvement en Afrique | 0 | 75 000 | 75 000 |  |
| e - Développer une stratégie et un kit de suivi des prélèvements des oiseaux d’eau | 0 | 65 000 | 65 000 |  |
| ***Sous-total 2.2.1:***  | ***230 000*** | ***230 000*** | ***460 000*** |  |
| **2.3.1: Toutes les PC possèdent et appliquent des législations appropriées qui permettent de réduire, et autant que possible d’éliminer les prélèvements illégaux, l’utilisation d’appâts empoisonnés et autres méthodes non sélectives ainsi que le commerce illégal** |  |  |  | **Élevée** |
| a - Compiler des informations pertinentes fournies par le biais des rapports soumis à la MOP5 et/ou par d’autres sources, et identifier les lacunes | 0 | 0 | 0 |   |
| b - Chaque PC développe, adopte et applique une législation basée sur cette synthèse et sur l’étude des prélèvements (résultats de la Cible 2.2) | 0 | 0 | 0 |   |
| c - Élaborer et mettre en œuvre des projets pilotes dans chaque sous-région pour fournir aux communautés locales des moyens de subsistance de remplacement en tant que moyen d’assurer le respect de la législation @ 250 000€/sous-région | 500 000 | 750 000 | 1,250 000 |   |
| ***Sous-total 2.3.1:***  | ***500 000*** | ***750 000*** | ***1,250 000*** |  |
| **CT/1.1: Des études de cas évaluant l’importance du tourisme pour la conservation des oiseaux d’eau sont publiées et disséminées** |  |  |  | **Élevée** |
| a - Mener au moins 3 études de cas sur le développement d'options touristiques réussies, incluant des formes consommatrices, non-consommatrices et intégrées | 180 000 | 90 000 | 270 000 |  |
| **CT/1.2: Les Lignes directrices de l’AEWA relatives au développement écotouristique dans les zones humides sont révisées et mises à jour en fonction des études de cas** |  |  |  | **Élevée** |
| a - Faire la synthèse des diverses options touristiques consommatrices et non-consommatrices basées sur les zones humides et les oiseaux d’eau, et promouvoir des modèles appropriés à intégrer aux stratégies nationales et aux plans de gestion | 0 | 30 000 | 30 000 |  |
| ***Sous-total CT/1.1 & CT/1.2:***  | ***180 000*** | ***120 000*** | ***300 000*** |  |
| **CT/2.1: La promotion de la gestion communautaire des ressources naturelles (CBNRM) relative aux oiseaux d’eau et aux zones humides est réalisée au travers de 5 projets réussis** |  |  |  | **Élevée** |
| a - Développer et mettre en œuvre 5 projets pilotes qui améliorent localement les conditions de vie et incitent à la prise en compte des questions de conservation sur des sites clés au travers de la CBNRM relative aux oiseaux d’eau et aux zones humides | 800 000 | 400 000 | 1 200 000 |  |
| **CT/2.2: La Stratégie CBNRM relative aux oiseaux d’eau et aux zones humides est élaborée, publiée et diffusée** |  |  |  | **Élevée** |
| a - Produire un rapport stratégique sur la CBNRM relative aux oiseaux d’eau et aux zones humides basé sur les 5 projets pilotes et sur d’autres sources d’information pertinentes | 0 | 50 000 | 50 000 |  |
| ***Sous-total CT/2.1 & CT/2.2:*** | ***800 000*** | ***450 000*** | ***1 250 000*** |  |
| **Sous-total - Objectif 2:** | **1 710 000** | **1 550 000** | **3 260 000** |  |
|   |   |   |   |   |
| **Objectif 3: Améliorer les connaissances sur les espèces et leurs populations, les voies de migration et les menaces comme fondement de l’action de conservation** |
| **3.1.1: Amélioration de la quantité et qualité des données sur les populations d’oiseaux d’eau disponibles pour l’Afrique** |  |  |  | **Absolue** |
| a - Assurer un financement annuel régulier pour les Dénombrements internationaux des oiseaux d’eau (IWC) coordonnés par Wetlands International @ 100 000€/an | 300 000 | 200 000 | 500 000 |   |
| b - Identifier les possibilités de collaboration entre partenaires et de partage des ressources | 0 | 0 | 0 |  |
| c - Élaborer des lignes directrices pour le soutien et le développement du IWC | 80 000 | 20 000 | 100 000 |  |
| ***Sous-total 3.1.1:***  | ***380 000*** | ***220 000*** | ***600 000*** |  |
| **3.1.2: De meilleures données sur l’état et les pressions exercées sur les sites clés d’Afrique, et les réponses apportées, au moyen de la surveillance des IBA** |  |  |  | **Élevée** |
| a - Familiariser les PC avec les méthodes de surveillance des IBA et initier ce suivi dans au moins 20% des CP | 30 000 | 20 000 | 50 000 |  |
| ***Sous-total 3.1.2:*** | ***30 000*** | ***20 000*** | ***50 000*** |  |
| **3.2.1: La moitié des PC dispose toute l’année (s’il y a lieu) de systèmes de surveillance qui sont bien intégrés dans les structures et les plans de travail nationaux** |  |  |  | **Élevée**  |
| a - Examiner le statut des programmes nationaux de surveillance dans chaque PC et souligner les priorités pour le développement futur | 40 000 | 40 000 | 80 000 |   |
| b - Actualiser, traduire et diffuser le module de formation de l’ONCFS sur la surveillance des oiseaux d’eau dans l’Afrique sub-saharienne | 80 000 | 0 | 80 000 |   |
| c - Renforcer les capacités des compteurs d’oiseaux et généraliser l’utilisation de matériel optique |  0 | 0 | 0 |   |
| d - Mettre en œuvre des projets de jumelage nord-sud pour le renforcement ou la mise en place des programmes de surveillance | 0 | 0 | 0 |  |
| ***Sous-total 3.2.1:***  | ***120 000*** | ***40 000*** | ***160 000*** |  |
| **3.3.1: De nouveaux programmes de recherche en relation avec l’AEWA sont mis en place en Afrique, qui améliorent considérablement les connaissances sur les populations d’oiseaux d’eau migrateurs** |  |  |  | **Moyenne** |
| a - Identifier les besoins de recherche prioritaires pour l’Afrique et élaborer les propositions de recherche appropriées | 40 000 | 0 | 40 000 |   |
| b - Recueillir des fonds et mettre en œuvre les propositions de recherche | 0 | 0 | 0 |   |
| ***Sous-total 3.3.1:***  | ***40 000*** | ***0*** | ***40 000*** |  |
| **3.3.2: La capacité scientifique est accrue en Afrique grâce aux bourses/ programmes d’échange sur des questions se rapportant à l’AEWA avec la participation d’organismes de recherche et d’éducation européens et africains** |  |  |  | **Élevée** |
| a - Développer un concept pour un programme de bourses/ d’échange spécial AEWA qui inclut les institutions de recherche, les universités et les écoles de faune d’Afrique | 10 000 | 0 | 10 000 |   |
| b - Mettre au point et diffuser le programme de bourses/ d’échange spécial AEWA | 20 000 | 0 | 20 000 |   |
| ***Sous-total 3.3.2:***  | ***30 000*** | ***0*** | ***30 000*** |  |
| **3.4.1: Chaque PC a publié au moins une meilleure pratique importante pour l’AEWA dans les revues nationales ou sous-régionales appropriées et les revues en ligne** |  |  |  | **Moyenne** |
| a - Promouvoir la publication par des praticiens de la conservation d’articles sur les meilleures pratiques en matière de conservation des oiseaux d’eau et de la voie de migration dans les revues nationales ou sous-régionales appropriées et les revues en ligne | 0 | 0 | 0 |   |
| ***Sous-total 3.4.1:***  | ***0*** | ***0*** | ***0*** |  |
| **CT/3.1: Les capacités panafricaines et nationales pour le baguage des oiseaux d’eau sont renforcées dans le cadre d’AFRING** |  |  |  | **Élevée** |
| a - Institutionnaliser la gouvernance d’AFRING et mettre en place sa stratégie | 15 000 | 0 | 15 000 |   |
| b - Démarrer la mise en œuvre de la stratégie d’AFRING | 50 000 | 0 | 50 000 |   |
| c - Organiser deux cours de baguage, l’accent étant mis sur les pays francophones @ 30 000€/cours | 30 000 | 30 000 | 60 000 |   |
| **CT/3.2: Les technologies modernes de suivi des déplacements des oiseaux d’eau (y compris le marquage coloré) sont plus largement utilisées et les capacités sont renforcées à ce sujet** |  |  |  |  |
| a - Promouvoir et augmenter l’utilisation de technologies modernes de suivi des déplacements des oiseaux d’eau telles que le marquage coloré, la télémétrie, les isotopes stables et les émetteurs GPS | 60 000 | 40 000 | 100 000 |  |
| ***Sous-total CT/3.1 & CT/3.2:***  | ***155 000*** | ***70 000*** | ***225 000*** |  |
| **Sous-total - Objectif 3:** | **755 000** | **350 000** | **1 105 000** |  |
|   |   |   |   |   |
| **Objectif 4: Améliorer la communication, l’éducation et la sensibilisation du public (CESP) sur les espèces d’oiseaux migrateurs, leurs voies de migration, leur rôle dans la réduction de la pauvreté, les menaces auxquelles elles sont confrontées et la nécessité de mesures destinées à leur conservation et à celle de leurs habitats** |
| **4.3.1: Au moins 25 % des PC africaines ont élaboré et mettent en œuvre des programmes axés sur la sensibilisation à la conservation des oiseaux d’eau et à l’AEWA ainsi qu’à leur compréhension** |  |  |  | **Absolue** |
| a - Toutes les PC ont nommé et communiqué au Secrétariat un correspondant national de l’AEWA pour les questions de CESP | 0 | 0 | 0 |   |
| b - Développer et produire un kit de communication fournissant du matériel de sensibilisation | 100 000 | 0 | 100 000 |   |
| c - Adapter le kit de communication au contexte national, traduire dans les langues locales si nécessaire | 50 000 | 50 000 | 100 000 |  |
| d - Organiser trois ateliers afin de dispenser une formation aux correspondants CESP nationaux @ 35 000€/atelier et 20 000€ par formateur | 0 | 125 000 | 125 000 |   |
| e - Chaque PC a mis au point et met en œuvre un programme national de CESP | 0 | 0 | 0 |   |
| ***Sous-total 4.3.1:***  | ***150 000*** | ***175 000*** | ***325 000*** |  |
| **4.3.2: La Journée Mondiale des Oiseaux Migrateurs (JMOM) est célébrée dans chaque PC** |  |  |  | **Élevée** |
| a - Fournir un financement de démarrage à chaque PC @ 500€/CP | 6,500 | 6,500 | 13 000 |   |
| b - Organiser chaque année un grand événement JMOM en Afrique | 30 000 | 20 000 | 50 000 |   |
| ***Sous-total 4.3.2:***  | ***36 500*** | ***26 500*** | ***63 000*** |  |
| **Sous-total - Objectif 4:** | **186 500** | **201 500** | **388 000** |  |
|  |  |  |  |  |
| **Objectif 5: Améliorer la capacité des États de l’aire de répartition et la coopération et les capacités internationales pour la conservation des espèces d’oiseaux migrateurs et de leurs voies de migration** |
| **5.1.1: D’ici 2017, le nombre de Parties contractantes en Afrique est passé à 45, y compris l’Union africaine** |  |  |  | **Élevée** |
| a - Organiser des ateliers sous-régionaux sur l’adhésion (SADC & CEMAC) et un atelier pour les pays africains lusophones @ 50 000€/atelier | 50 000 | 100 000 | 150 000 |   |
| b - Organiser au moins deux ateliers sur l’adhésion, en particulier en Afrique de l’Ouest @ 15 000€/atelier | 15 000 | 15 000 | 30 000 |   |
| c - Les PC présentes dans le Comité permanent contactent chaque partie non contractante de leur région respective | 0 | 0 | 0 |   |
| d - Conduire une réunion de haut niveau réunissant les PC, les organes concernés de l’UA et le Secrétariat | 60 000 |  0 | 60 000 |   |
| ***Sous-total 5.1.1:***  | ***125 000*** | ***115 000*** | ***240 000*** |  |
| **5.4.1: Au moins 50 000 euros sont débloqués annuellement pour les pays africains pour la mise en œuvre de l’AEWA** |  |  |  | **Élevée** |
| a - Continuer à allouer au moins 20 000 EUR par an dans le budget de base de l’AEWA pour le SGF en Afrique | 60 000 | 40 000 | 100 000 |   |
| b - Les PC donatrices versent des contributions volontaires pour un montant d’au moins 30 000 EUR pour le SGF en Afrique | 90 000 | 60 000 | 150 000 |   |
| ***Sous-total 5.4.1:***  | ***150 000*** | ***100 000*** | ***250 000*** |  |
| **5.5.1: Toutes les PC africaines soumettent régulièrement des rapports nationaux complets** |  |  |  | **Élevée** |
| a - Organiser deux ateliers nationaux de formation relatifs aux rapports destinés aux responsables et correspondants nationaux @75 000€/atelier | 150 000 | 0 | 150 000 |   |
| ***Sous-total 5.5.1:***  | ***150 000*** | ***0*** | ***150 000*** |  |
| **5.6.1: Tous les correspondants nationaux et les correspondants techniques ont reçu une formation sur la mise en œuvre de l’AEWA** |  |  |  | **Absolue** |
| a - Élaborer un module de formation sur la mise en œuvre de l’AEWA destiné au personnel des autorités nationales de mise en œuvre | 150 000 | 0 | 150 000 |   |
| b - Organiser deux ateliers nationaux de formation destinés aux correspondants nationaux et aux correspondants techniques @100 000€/ateliers |   | 200 000 | 200 000 |   |
| ***Sous-total 5.6.1:***  | ***150 000*** | ***200 000*** | ***350 000*** |  |
| **5.7.1: Dans chaque État de l’aire de répartition, au moins deux formateurs ont été formés à donner des cours de formation au moyen du Kit de formation Voie de migration (Flyway Training Kit ou FTK)** |  |  |  | **Élevée** |
| a - Sur la base des rapports nationaux présentés, identifier quelles PC n’ont pas encore des mécanismes de coordination nationale établis ou opérationnels | 0 | 0 | 0 |   |
| b - Fournir des orientations aux PC pour la mise en place et/ou le fonctionnement d’un mécanisme national de coordination @3 000€/CP | 18 000 | 21 000 | 39 000 |   |
| c – Renforcer la coordination entre MEA en particulier entre l’AEWA et Ramsar | 0 | 0 | 0 |  |
| ***Sous-total 5.7.1:***  | ***18 000*** | ***21 000*** | ***39 000*** |  |
| **CT/4.1: Dans chaque État de l’aire de répartition africain, au moins deux formateurs ont été formés à donner des cours de formation au moyen du Kit de formation Voie de migration (FTK)** |  |  |  | **Absolue** |
| a - Organiser des ateliers de Formation des Formateurs (FdF) dans chaque sous-région basés sur le FTK @ 75 000€/workshop | 150 000 | 225 000 | 375 000 |   |
| ***Sous-total CT/4.1:***  | ***150 000*** | ***225 000*** | ***375 000*** |  |
| **CT/4.2: Au moins un atelier national de formation se servant du FTK et un cours de formation sur le terrain ont eu lieu dans chaque PC** |  |  |  | **Élevée** |
| a - Recueillir des fonds pour au moins un atelier national par sous-région @ 5 000€/workshop | 0 | 25 000 | 25 000 |   |
| b - Les formateurs nationaux en collaboration avec les correspondants nationaux organisent des ateliers nationaux de formation FTK et des formations de terrain | 0 | 0 | 0 |   |
| ***Sous-total CT/4.2:***  | ***0*** | ***25 000*** | ***25 000*** |  |
| **CT/4.3: Le FTK a été incorporé dans les programmes d’au moins cinq instituts de formation sur la faune sauvage en Afrique** |  |  |  | **Absolue** |
| a - Les correspondants nationaux encouragent l’utilisation du FTK auprès des institutions de formation | 0 | 0 | 0 |   |
| ***Sous-total CT/4.3:***  | ***0*** | ***0*** | ***0*** |  |
| **CT/4.4: Le FTK est disponible dans le cadre d’un cours à distance (e-learning) basé dans un institut d’enseignement supérieur** |  |  |  | **Moyenne** |
| a - Identifier un institut d’enseignement supérieur qui hébergera le cours FTK à distance | 0 | 0 | 0 |   |
| b - Mise en place et diffusion du cours FTK à distance |   | 60 000 | 60 000 |   |
| ***Sous-total CT/4.4:***  | ***0*** | ***60 000*** | ***60 000*** |  |
| **CT/5.1: Une réunion régionale africaine préparatoire à la MOP de l’AEWA a eu lieu au cours de chaque période triennale** |  |  |  | **Absolue** |
| a - Organiser deux réunions africaines pré-MOP @60 000€/meeting | 60 000 | 60 000 | 120 000 |   |
| ***Sous-total CT/5.1:***  | ***60 000*** | ***60 000*** | ***120 000*** |  |
| **CT/5.2: Organiser deux réunions africaines pré-MOP** |  |  |  | **Absolue** |
| a - Organiser un atelier de formation par période triennale @ 30 000€/atelier | 30 000 | 30 000 | 60 000 |   |
| ***Sous-total CT/5.2:***  | ***30 000*** | ***30 000*** | ***60 000*** |  |
| **Sous-total - Objectif 5:**  | **833 000** | **836 000** | **1 669 000** |  |
|  |  |  |  |  |
| **Coordination de la mise en oeuvre de l’Initiative africaine** |
| Poste de Coordinateur de l'Initiative africaine  | 265 337 | 185 854 | 451 191 | Absolue |
| Poste d’Assistant administratif de l’Initiative africaine  | 189 169 | 132 503 | 321 672 | Absolue |
|   |   |   |   |   |
| **Sous-total - Coordination:** | **454 506** | **318 357** | **772 863** | **772,863** |
|   |   |   |   |   |
| ***Total Objectif 1. - 5. and Coordination:*** | ***4 459 006*** | ***4 010 857*** | ***8 469 863*** |   |
| 13 % frais généraux PNUE:  | 579 671 | 521 411 | 1 101 082 |   |
| **Total général :** | **5 038 677** | **4 532 268** | **9 570 945** |   |

Tableau 24 Récapitulatif du budget (en euros) pour la mise en œuvre et la coordination du Plan d’action pour l’Afrique, basé la priorité de mise en œuvre[[20]](#footnote-20)

| **Priorité de financement** | **2013-2015** | **2016-2017** | **2013-2017** | **Objectif** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|   |   |   |   |   |
| **A. Résultats ayant une priorité absolue** |   |   |   |   |
| 1.1.1: Toutes les PC ont initié un processus en vue d’adopter une législation nationale appropriée protégeant toutes les espèces figurant à la colonne A, tandis que 50 % des Parties contractantes ont adopté cette législation | 0 | 0 | 0 | 1 |
| 1.2.1: Toutes les PC ont identifié et reconnu des sites clés qui contribuent à un réseau complet de sites pour les oiseaux d’eau migrateurs | 50 000 | 275 000 | 325 000 | 1 |
| 1.2.2: Toutes les PC ont appliqué un statut de protection ou autre type de désignation aux sites du réseau | 0 | 0 | 0 | 1 |
| 1.2.3: Toutes les PC ont mis en place des plans de gestion de site qui prennent en compte les besoins de conservation des oiseaux d’eau, et les mettent en œuvre sur les sites clés du réseau | 0 | 0 | 0 | 1 |
| 2.2.1: Les modalités encadrant les prélèvements en Afrique (incluant des propositions de gestion et de suivi) permettant la révision et la mise à jour des Lignes directrices de conservation de l’AEWA sur le prélèvement durable des oiseaux d’eau migrateurs sont analysées | 230 000 | 230 000 | 460 000 | 2 |
| 3.1.1: Amélioration de la quantité et qualité des données sur les populations d’oiseaux d’eau disponibles pour l’Afrique | 380 000 | 220 000 | 600 000 | 3 |
| 4.3.1: Au moins 25 % des PC africaines ont élaboré et mettent en œuvre des programmes axés sur la sensibilisation à la conservation des oiseaux d’eau et à l’AEWA ainsi qu’à leur compréhension | 150 000 | 175 000 | 325 000 | 4 |
| 5.6.1: Tous les correspondants nationaux et les correspondants techniques ont reçu une formation sur la mise en œuvre de l’AEWA | 150 000 | 200 000 | 350 000 | 5 |
| CT/4.1: Dans chaque État de l’aire de répartition, au moins deux formateurs ont été formés à donner des cours de formation au moyen du Kit de formation Voie de migration (Flyway Training Kit ou FTK) | 150 000 | 225 000 | 375 000 | 5 |
| CT/4.3: Le FTK a été incorporé dans les programmes d’au moins cinq instituts de formation sur la faune sauvage en Afrique | 0 | 0 | 0 | 5 |
| CT/5.1: Une réunion régionale africaine préparatoire à la MOP de l’AEWA a eu lieu au cours de chaque période triennale | 60 000 | 60 000 | 120 000 | 5 |
| CT/5.2: Organiser deux réunions africaines pré-MOP | 30 000 | 30 000 | 60 000 | 5 |
| Poste de Coordinateur de l'Initiative africaine  | 265 337 | 185 854 | 451 191 | Coordination |
| Poste d’Assistant administratif de l’Initiative africaine | 189 169 | 132 503 | 321 672 | Coordination |
|   |   |   |   |   |
| ***Sous-total – Résultats ayant une priorité absolue :*** | ***1,654,506*** | ***1,733,357*** | ***3,387,863*** |  |
|   |   |   |   |   |
| **B. Résultats ayant une priorité élevée** |   |   |   |   |
| 1.3.1: Toutes les PC ont mis en place des réglementations qui assurent que des EIE/EES indépendantes sont réalisées dans le cadre des développements proposés et nouveaux, en prenant intégralement en considération leurs impacts cumulatifs environnementaux et socio-économiques, notamment sur les oiseaux d’eau | 0 | 0 | 0 | 1 |
| 1.3.2: La capacité de tous les responsables gouvernementaux liés à l’AEWA de toutes les PC à participer aux processus d’EIE/EES est améliorée | 120 000 | 120 000 | 240 000 | 1 |
| 1.3.3: La Procédure d’évaluation de la mise en œuvre de l’AEWA (IRP) sert à résoudre les cas importants de menaces des populations de l’AEWA dans des PC africaines | 0 | 0 | 0 | 1 |
| 1.4.1: Toutes les espèces/populations mondialement menacées et marquées d’un astérisque présentes en Afrique font l’objet d’un SSAP | 200 000 | 160 000 | 360 000 | 1 |
| 1.4.2: Tous les SSAP disposent des mécanismes de coordination internationales solides et opérationnels (groupes de travail internationaux de l’AEWA sur les espèces) | 150 000 | 200 000 | 350 000 | 1 |
| 2.3.1: Toutes les PC possèdent et appliquent des législations appropriées qui permettent de réduire, et autant que possible d’éliminer les prélèvements illégaux, l’utilisation d’appâts empoisonnés et autres méthodes non sélectives ainsi que le commerce illégal | 500 000 | 750 000 | 1 250 000 | 2 |
| CT/1.1: Des études de cas évaluant l’importance du tourisme pour la conservation des oiseaux d’eau sont publiées et disséminées | 180 000 | 90 000 | 270 000 | 2 |
| CT/1.2: Les Lignes directrices de l’AEWA relatives au développement écotouristique dans les zones humides sont révisées et mises à jour en fonction des études de cas | 0 | 30 000 | 30 000 | 2 |
| CT/2.1:La promotion de la gestion communautaire des ressources naturelles (CBNRM) relative aux oiseaux d’eau et aux zones humides est réalisée au travers de 5 projets réussis | 800 000 | 400 000 | 1 200 000 |  |
| CT/2.2: La Stratégie CBNRM relative aux oiseaux d’eau et aux zones humides est élaborée, publiée et diffusée | 0 | 50 000 | 50 000 | 2 |
| 3.1.2: De meilleures données sur l’état et les pressions exercées sur les sites clés d’Afrique, et les réponses apportées, au moyen de la surveillance des IBA | 30 000 | 20 000 | 50 000 | 3 |
| 3.2.1: La moitié des PC dispose toute l’année (s’il y a lieu) de systèmes de surveillance qui sont bien intégrés dans les structures et les plans de travail nationaux | 120 000 | 40 000 | 160 000 | 3 |
| 3.3.2: La capacité scientifique est accrue en Afrique grâce aux bourses/ programmes d’échange sur des questions se rapportant à l’AEWA avec la participation d’universités, d’organismes de recherche et d’éducation européens et africains | 30 000 | 0 | 30 000 | 3 |
| CT/3.1: Les capacités panafricaines et nationales pour le baguage des oiseaux d’eau sont renforcées dans le cadre d’AFRING | 95 000 | 30 000 | 125 000 | 3 |
| CT/3.2: Les technologies modernes de suivi des déplacements des oiseaux d’eau (y compris le marquage coloré) sont plus largement utilisées et les capacités sont renforcées à ce sujet | 60 000 | 40 000 | 100 000 | 3 |
| 4.3.2: La Journée Mondiale des Oiseaux Migrateurs (JMOM) est célébrée dans chaque PC | 36 500 | 26 500 | 63 000 | 4 |
| 5.1.1: D’ici 2017, le nombre de Parties contractantes en Afrique est passé à 45, y compris l’Union africaine | 125 000 | 115 000 | 240 000 | 5 |
| 5.4.1: Au moins 50 000 euros sont débloqués annuellement pour les pays africains pour la mise en œuvre de l’AEWA | 150 000 | 100 000 | 250 000 | 5 |
| 5.5.1: Toutes les PC africaines soumettent régulièrement des rapports nationaux complets | 150 000 | 0 | 150 000 | 5 |
| 5.7.1: Dans chaque État de l’aire de répartition, au moins deux formateurs ont été formés à donner des cours de formation au moyen du Kit de formation Voie de migration (Flyway Training Kit ou FTK) | 18 000 | 21 000 | 39 000 | 5 |
| CT/4.2: Au moins un atelier national de formation se servant du FTK et un cours de formation sur le terrain ont eu lieu dans chaque PC | 0 | 25 000 | 25 000 | 5 |
|   |   |   |   |   |
| ***Sous-total – Résultats ayant une priorité élevée :*** | ***2 764 500*** | ***2 217 500*** | ***4 982 000*** |  |
|   |   |   |   |   |
| **C. Résultats ayant une priorité moyenne** |   |   |   |   |
| 2.1.1: Toutes les PC d’Afrique ont établi un échéancier pour l’application d’une législation interdisant l’utilisation de la grenaille de plomb dans les zones humides | 0 | 0 | 0 | 2 |
| 3.3.1: De nouveaux programmes de recherche en relation avec l’AEWA sont mis en place en Afrique, qui améliorent considérablement les connaissances sur les populations d’oiseaux d’eau migrateurs | 40 000 | 0 | 40 000 | 3 |
| 3.4.1: Chaque PC a publié au moins une meilleure pratique importante pour l’AEWA dans les revues nationales ou sous-régionales appropriées et les revues en ligne | 0 | 0 | 0 | 3 |
| CT/4.4: Le FTK est disponible dans le cadre d’un cours à distance (e-learning) basé dans un institut d’enseignement supérieur | 0 | 60 000 | 60 000 | 5 |
|   |   |   |   |   |
| ***Sous-total – Résultats ayant une priorité moyenne :*** | ***40 000*** | ***60 000*** | ***100 000*** |  |
|   |   |   |   |   |
| Pour les objectifs ayant une priorité absolue, élevée et moyenne : | 4 459 006 | 4 010 857 | 8,469 863 |   |
| 13 % frais généraux PNUE : | 579 671 | 521 411 | 1 101 082 |   |
| **Total général pour les objectifs ayant une priorité absolue, élevée et moyenne :** | **5 038 677** | **4 532 268** | **9 570 945** |   |

#

#

# Annexe 2

Tableau 25: Espèces prioritaires pour le développement de plans d’action par espèce en Afrique[[21]](#footnote-21)

| **No** | **Espèces** | **Populations**  |
| --- | --- | --- |
| 1 | Cormoran des bancs *Phalacrocorax neglectus* (EN) | Côte d’Afrique du Sud-Ouest |
| 2 | Bec-en-Sabot du Nil C*Balaeniceps rex* (VU) | Afrique centrale tropicale |
| 3 | Grue caronculée *Grus carunculatus* (VU) | Afrique centrale & australe |
| 4 | Glaréole malgache *Glareola ocularis* (VU) | Madagascar/Afrique de l’Est |
| 5 | Manchot du Cap *Spheniscus demersus* (VU) | Afrique australe |
| 6 | Fou du Cap *Sula (Morus) capensis* (VU) | Afrique australe |
| 7 | Grue de paradis *Grus paradisea* (VU) | Extrême sud Afrique australe |
| 8 | Grue royale *Balearica regulorum* *regulorum* (VU) | Afrique australe (N Angola & S Zimbabwe) |
| 9 | Dendrocygne à dos blanc *Thalassornis leuconotus leuconotus* | Afrique de l’Est et australe |

1. Rapport au StC6 sur l’Initiative africaine : <http://www.unep-aewa.org/meetings/en/stc_meetings/stc6docs/pdf/stc6_10_report_african_initiative.pdf> [↑](#footnote-ref-1)
2. Rapport du Secrétariat au StC7 comprenant l’Initiative africaine : <http://www.unep-aewa.org/meetings/en/stc_meetings/stc7docs/pdf/stc7_6_report_secretariat.pdf> [↑](#footnote-ref-2)
3. ENRTP : Programme thématique consacré à l’environnement et à la gestion durable des ressources naturelles, y compris l’énergie [↑](#footnote-ref-3)
4. Adopté par la 5ème session de la Réunion des Parties, 14 – 18 mai 2012, La Rochelle, France [↑](#footnote-ref-4)
5. Pour de plus amples informations, voir : http://www.cms.int/about/intro.htm [↑](#footnote-ref-5)
6. Résolution 4.9 : <http://www.unep-aewa.org/meetings/en/mop/mop4_docs/final_res_pdf/res4_9_conservation_in_africa_final.pdf> [↑](#footnote-ref-6)
7. Révision du SSAP: <http://www.unep-aewa.org/meetings/en/mop/mop4_docs/meeting_docs_pdf/mop4_10_ssap_review.pdf> [↑](#footnote-ref-7)
8. IRP de l’AEWA : <http://www.unep-aewa.org/meetings/en/mop/mop4_docs/final_res_pdf/res4_6_establishment_irp_final.pdf> [↑](#footnote-ref-8)
9. Publication de l’AEWA sur la grenaille de plomb : <http://www.unep-aewa.org/publications/popular_series/lead-shot-en.pdf> [↑](#footnote-ref-9)
10. Description EURING du baguage des oiseaux : <http://www.euring.org/about_euring/brochure2007/02what_is_ringing.htm> [↑](#footnote-ref-10)
11. Veuillez noter que le Gabon et la Mauritanie sont pris en compte dans cette figure, étant donné qu'ils ont récemment présenté leurs instruments d'adhésion pour transmission au dépositaire de l'AEWA. [↑](#footnote-ref-11)
12. FTK du WOW : <http://wow.wetlands.org/CAPACITYBUILDING/TRAININGAWARENESSRAISING/WOWTrainingResources/tabid/1688/language/en-US/Default.aspx> [↑](#footnote-ref-12)
13. Les pays africains de langue portugaise sont : l’Angola, le Cap Vert, la Guinée-Bissau, le Mozambique, Sao Tomé-et-Principe. [↑](#footnote-ref-13)
14. Partenariat après-WOW : <http://wow.wetlands.org/ABOUTWOW/LATESTNEWS/tabid/125/articleType/ArticleView/articleId/2281/Default.aspx> [↑](#footnote-ref-14)
15. Communautés économiques régionales d’Afrique : Communautés des États du Sahel et du Sahara (CEN-SAD), Marché commun de l’Afrique orientale et australe (COMESA), Communauté d’Afrique de l’Est, (EAC), Communauté économique des États d’Afrique Centrale (CEEAC/ECTAS), Communauté économique des États d’Afrique de l’Ouest (CEDEAO/ ECOWAS), Communauté de développement d’Afrique australe (SADC). [↑](#footnote-ref-15)
16. La liste des espèces figurant à la Colonne A est présentée dans le Tableau 1 du Texte de l’Accord, disponible sur <http://www.unep-aewa.org/documents/agreement_text/agree_main.htm>. La législation nationale appropriée pourra varier en fonction des pays et existe déjà dans certains cas ; les PC n’auront alors peut-être pas besoin d’une nouvelle législation en tant que telle, mais devront s’assurer que les espèces figurant à la Colonne A sont couvertes de manière adéquate par la législation existante relative à la faune sauvage. [↑](#footnote-ref-16)
17. Déjà fourni dans le cadre de l’action 1 résultat 1.2.1 ci-dessus. [↑](#footnote-ref-17)
18. Déjà fourni dans le cadre de l’action 1 résultat 1.2.1 ci-dessus. [↑](#footnote-ref-18)
19. Les pays de langue portugaise en Afrique sont: L’Angola, le Cap Vert, la Guinée-Bissau, le Mozambique, Sao Tome et Principe. [↑](#footnote-ref-19)
20. Ce tableau n’a pas été modifié depuis novembre 2011 et il sera mis à jour après la recommandation finale de l’atelier pré-MOP. [↑](#footnote-ref-20)
21. Extrait de la liste de priorité de l’AEWA pour le développement des SSAP : <http://www.unep-aewa.org/meetings/en/mop/mop4_docs/meeting_docs_pdf/mop4_10_ssap_review.pdf> ; veuillez noter qu’il s’agit d’une liste dynamique qui dépend des révisions sur le statut global de menace et des décisions prises par la MOP de l’AEWA portant sur la catégorisation des populations dans le Tableau 1 de l’AEWA (Annexe 3). [↑](#footnote-ref-21)